

# Réduction des risques de zoonoses au Burkina Faso par une approche « Une seule santé »



Gestion des risques sanitaires liés aux excréta pour renforcer la santé humaine et animale par l'accès à l'eau, hygiène et assainissement

## PRÉFACE

Le Burkina Faso est confronté à de nombreux défis en matière de santé et de sécurité de sa population. Toutefois, le pays a également été le cadre de projets innovants porteurs de solutions concrètes. Le présent rapport vise à partager les enseignements tirés de certaines de ces initiatives, notamment dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (WaSH), avec un accent particulier sur les zoonoses et les moyens de réduire les risques de transmission de maladies et d'infections des animaux vers les humains.

Un rapport complémentaire, intitulé *Améliorer la productivité agricole au Burkina Faso*, explore les projets WaSH sous l'angle de la gestion des ressources, en étudiant comment la réutilisation sécurisée des déchets domestiques — en particulier des excréta humains et animaux — peut contribuer à améliorer la productivité agricole. Ces deux rapports sont publiés par le groupe d'experts SIANI « Une seule santé au Burkina Faso ».

Le rapport *Réduction des risques de zoonoses au Burkina Faso par l'approche WaSH* a été rédigé par Abdoulaye PEDEHOMBGA et Moctar OUEDRAOGO (AFRICSanté), Oumarou SAVADOGO (GRAD-A) et Madi SAVADOGO (INERA). Nous remercions également Linus DAGERSKOG, Jonna WIKLUND et Maria SKÖLD de SEI pour leur précieuse contribution à la finalisation de ce rapport.

## ACRONYMES

AFRICSanté	Agence de Formation, de Recherche et d'Expertise en Santé pour l'Afrique
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
CAV/Q	Comités d'Assainissement des Villages ou Quartiers
CBDF	Coalition Burkinabè des Droits des Femmes
CERTIS	<i>Centre d'Études et de Recherche en Technologies et Innovations pour la Santé</i>
CREPA	Centre Régional de l'Eau Potable et de l'Assainissement
DGAEUE	Direction General de l'Assainissement, des Eaux Usées et des Excréta
DLM	Dispositif de Lavage des Mains
DREA/DPEA	Direction Régional / Provincial de l'Eau et de l'Assainissement
ECOSAN	Ecological Sanitation
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement
EPHA	Eau Potable, Hygiène et Assainissement
FDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
FGF	Focus Group Femme
FGH	Focus Group Homme
GRAD-A	Groupe de Réflexion et Action pour le Développement en Afrique
IFPRI	International Food Policy Research Institute
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricole
IRSS	Institut de Recherche en Science de la Santé
INSD	Institut National des Statistiques et de la Démographie
EAN	Actions Essential en Nutrition
NGO	Organisation Non Gouvernementale
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONEA	Office National de l'Eau et de l'Assainissement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PHA	Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement
PHAST	Participatory, Hygiene and Sanitation Transformation
PN-AEUE	Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (PN-AEUE)
PNHP	Politique Nationale de l'Hygiène Publique
PS EEA	Politique Sectorielle de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement
PSNA	Politique et Stratégie Nationales de l'Assainissement
SEI	Stockholm Environment Institute
SMS	Safely Managed Sanitation Managed Sanitation
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
UNICEF	United Nations Children's Fund
VPP	Village Propre et Productif
WaSH	Water Sanitation and Hygiene
WHO	Organisation Mondiale de la Santé

## RESUME / ABSTRACT

L'accès à une eau, une hygiène et un assainissement sûrs, accessibles et dignes est reconnu comme un droit humain fondamental. Mais le Burkina Faso continue de faire face à d'importants obstacles à sa réalisation, aggravés par l'insécurité et les déplacements massifs de population. Cette étude examine dans quelle mesure les risques zoonotiques — notamment ceux liés aux excréta humains et animaux — sont intégrés dans les politiques et interventions nationales WaSH. Une approche méthodologique mixte a été utilisée, combinant une revue documentaire structurée de douze textes nationaux (politiques et juridiques) avec des données qualitatives issues de douze groupes de discussion menés dans six localités des régions du Nord et du Centre-Ouest. Les résultats révèlent une absence généralisée de prise en compte explicite de la gestion des excréta animaux dans les stratégies WaSH, un manque de coordination intersectorielle et une application limitée des réglementations existantes. Toutefois, trois interventions prometteuses — deux utilisant une version étendue de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC+) et une reposant sur la valorisation des déchets — ont montré des résultats positifs au niveau communautaire et offrent des modèles reproductibles. Des contraintes persistantes subsistent, notamment d'ordre matériel, financier, institutionnel et en matière de renforcement des capacités. L'étude conclut par des recommandations clés visant à améliorer l'intégration politique, la coordination institutionnelle et la durabilité des initiatives locales WaSH dans une perspective *Une seule santé*.

## TABLE DES MATIERES

ACRONYMES .....	2
RESUME / ABSTRACT .....	3
TABLE DES MATIERES .....	4
INTRODUCTION .....	8
METHODOLOGIQUE .....	10
Type d'étude .....	10
Objectifs général et spécifiques .....	11
Collecte des données .....	11
<i>Revue documentaire</i> .....	12
<i>Entretiens avec les personnes ressources</i> .....	13
<i>Focus groups auprès des bénéficiaires</i> .....	13
<i>Diffusion des résultats préliminaires</i> .....	13
RESULTATS .....	14
Intégration de la problématique des zoonoses dans les politiques et stratégies WaSH au Burkina Faso .....	14
<i>Informations sur les documents consultés</i> .....	14
<i>Analyse des documents politiques et réglementaires</i> .....	14
<i>Analyse des principaux textes législatifs</i> .....	17
Interventions WaSH et gestion des excréta animaux.....	19
<i>Informations sur les documents consultés</i> .....	19
<i>Synthèse documentaire sur les interventions WaSH</i> .....	20
Cartographie des expériences de gestion de risques zoonotiques.....	24
<b>EXPERIENCE 1 : Approche WaSH du projet SELEVER</b> .....	24
<b>EXPERIENCE 2 : Approche WaSH du projet FDAL</b> .....	32
<b>EXPERIENCE 3 : Approche WaSH « Village Propre et productif</b> .....	36
Expériences, contraintes et besoins des bénéficiaires sur les interventions WaSH intégrant les zoonoses .....	45
Zone d'étude et population cible.....	45
Expériences WaSH dans les villages .....	46
Contraintes et difficultés de mise en œuvre des comportements promus .....	51
Besoins des bénéficiaires pour un changement de comportements promus .....	53

<b>Expériences, contraintes et besoins des acteurs et des bénéficiaires .....</b>	<b>53</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>55</b>
<b>RECOMMANDATIONS : .....</b>	<b>56</b>
<b>REFERENCES .....</b>	<b>58</b>

## RESUME EXECUTIF

Le droit à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, dans des conditions sûres, accessibles et respectueuses de la dignité humaine, est reconnu par les Nations Unies. Pourtant, ce droit reste largement non réalisé au Burkina Faso. Le secteur WaSH (eau, hygiène et assainissement) est confronté à d'importants défis, aggravés par l'insécurité et les déplacements massifs de population. Les risques zoonotiques liés aux excréta humains et animaux sont encore mal intégrés dans les stratégies nationales WaSH.

Cette étude examine l'intégration de la gestion des excréta animaux dans les politiques, met en évidence les lacunes dans la mise en œuvre, et documente les expériences locales, les contraintes et les besoins liés à la gestion des risques zoonotiques dans les interventions WaSH.

L'analyse des politiques, lois et plans stratégiques nationaux révèle une absence générale de prise en compte explicite de la gestion des excréta humains et animaux dans les initiatives liées au WaSH. Ces problématiques sont souvent abordées de manière isolée, sans intégration intersectorielle coordonnée. Seuls trois textes législatifs contiennent des dispositions spécifiques pour atténuer les risques zoonotiques liés aux déchets animaux : l'interdiction de déverser des excréments dans les lieux publics, les restrictions concernant l'enfouissement de carcasses dans les zones d'habitation, et la réglementation de l'élevage urbain.

Parmi les 15 documents d'interventions WaSH analysés, seuls quatre traitent explicitement de la gestion des excréta animaux dans les actions d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement à l'échelle des ménages ou des communautés.

Trois interventions WaSH intégrant explicitement la prévention des risques zoonotiques ont été analysées comme modèles potentiels pour de futures initiatives. Deux d'entre elles ont appliqué une approche améliorée de l'« Assainissement total piloté par la communauté » (ATPC+), combinant promotion de l'hygiène et gestion des déchets animaux en contexte rural et urbain, avec des résultats probants sur la réduction de l'exposition aux pathogènes fécaux.

Les communautés ont mis en œuvre des mesures concrètes telles que la construction de latrines et d'enclos pour animaux, l'amélioration de l'hygiène environnementale, et la mise en place de comités locaux d'assainissement, favorisant la diffusion des bonnes pratiques dans les villages voisins.

La troisième initiative, le modèle du « Village Propre et Productif », combine les efforts d'assainissement avec la réutilisation sécurisée des excréta humains et animaux en agriculture, montrant comment une gestion intégrée des déchets peut améliorer à la fois la santé publique et la production alimentaire.

Des discussions de groupes ont permis de recueillir les expériences et défis des membres des communautés dans l'adoption de pratiques d'hygiène et d'assainissement intégrant la prévention des risques zoonotiques. Avant les interventions, les conditions sanitaires étaient extrêmement dégradées, la défécation à l'air libre étant fréquente autour des habitations et dans les espaces publics, ce qui augmentait considérablement les risques de maladies. Après la mise en œuvre des programmes WaSH, les participants ont signalé une amélioration des connaissances, un environnement plus propre, et un engagement communautaire accru dans la lutte contre la défécation à l'air libre et les zoonoses. Des actions de soutien ont émergé, notamment la construction collective de latrines pour les ménages vulnérables et l'amélioration de l'assainissement dans les lieux publics tels que les écoles et les marchés.

Cependant, des obstacles persistants freinent l'adoption et la durabilité des bonnes pratiques : manque de matériaux, contraintes financières et formation limitée. Les parties prenantes ont également souligné des lacunes institutionnelles plus larges, comme l'absence d'une stratégie nationale liant WaSH et risques zoonotiques, la faiblesse dans l'application des politiques existantes, et l'insuffisance du soutien à long terme aux initiatives locales.

Pour améliorer l'intégration des risques zoonotiques dans les stratégies nationales WaSH, les efforts de communication et de sensibilisation doivent être renforcés, notamment en milieu rural où les interactions homme-animal sont fréquentes :

- La PNCOH devrait conduire le plaidoyer en faveur de l'intégration de la prévention des zoonoses dans les programmes d'hygiène et d'assainissement ;
- Les politiques nationales WaSH doivent intégrer explicitement la gestion des excréta animaux afin de réduire les risques sanitaires associés aux pratiques agropastorales ;
- Un cadre stratégique national est nécessaire pour garantir l'intégration systématique des risques zoonotiques dans les agendas Une seule santé et WaSH ;
- La durabilité des initiatives locales WaSH nécessite des politiques de long terme assurant un appui financier, matériel et technique constant ;
- Il faut accorder une plus grande importance à l'application effective des politiques d'assainissement existantes, notamment celles concernant la gestion des déchets et des excréta.

La mise en œuvre rigoureuse de ces mesures renforcerait la protection de la santé publique et la résilience des communautés face aux menaces sanitaires futures.

## INTRODUCTION

L'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît le droit de tout être humain, sans discrimination, à un accès physique à l'assainissement dans tous les aspects de la vie — un assainissement sûr, hygiénique, culturellement et socialement acceptable, financièrement abordable, et garantissant la vie privée et la dignité.

En Afrique, malgré des avancées en matière d'amélioration des conditions de vie, près de 34 % de la population n'a toujours pas accès à une eau potable salubre, et au moins 64 % ne disposent pas d'infrastructures d'assainissement adéquates<sup>1</sup>. Cette situation est particulièrement préoccupante en Afrique de l'Ouest, où les défis sécuritaires persistants ont entraîné, ces dernières années, des déplacements massifs de populations. Au Burkina Faso, seuls environ 42 % des ménages urbains et moins de 17 % des ménages ruraux ont accès à un assainissement domestique approprié<sup>2</sup>. Or, l'hygiène du cadre de vie influence de manière significative la santé publique et la durabilité environnementale.

La majorité des initiatives communautaires en matière d'hygiène et d'assainissement se sont historiquement concentrées sur la gestion des excréta humains. Ces efforts visent principalement l'évacuation des matières fécales et des urines, à travers la promotion de la construction et de l'utilisation de latrines, ainsi que le lavage des mains aux moments critiques. Toutefois, ces approches ne tiennent pas compte des risques de transmission d'agents pathogènes entre les animaux et les humains. Cela est particulièrement préoccupant en milieu rural, où l'élevage extensif à caractère familial expose fréquemment les populations aux contacts avec les animaux et leurs excréments.

Par ailleurs, de nombreuses études soulignent la nécessité d'adopter une approche holistique des risques sanitaires — y compris ceux d'origine animale — pour améliorer de manière significative la santé publique en milieu rural (Ercumen et al., 2017 ; Vila-Guilera et al., 2021). À l'heure de l'émergence et de la réémergence de maladies zoonotiques, et de la propagation rapide des agents pathogènes — alimentées par l'intensification de l'élevage, le changement climatique, l'urbanisation, et la mobilité des populations et des marchandises — il devient crucial de prendre en compte les risques d'exposition liés aux excréta animaux. De grandes épidémies telles que la grippe aviaire hautement pathogène, le SRAS, le MERS, la maladie à virus Ebola ou encore la récente

---

<sup>1</sup> Site web du JMP (UNICEF/OMS), données pour l'Afrique (2022) sur la somme de la proportion des ménages avec accès à un assainissement de base + les ménages avec accès à un assainissement géré en toute sécurité  
<https://washdata.org/data/household#!/>

<sup>2</sup> Site web du JMP (UNICEF/OMS), données pour Burkina Faso (2022) sur la somme de la proportion des ménages avec accès à un assainissement de base + les ménages avec accès à un assainissement géré en toute sécurité  
<https://washdata.org/data/household#!/table?geo0=country&geo1=BFA>

pandémie de COVID-19 ont démontré que les animaux peuvent être à l'origine de maladies humaines graves.

Au Burkina Faso, au-delà des zones rurales, on observe une montée croissante de l'élevage à petite échelle en zones périurbaines, notamment autour de villes comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Cela a entraîné une augmentation significative du volume de déchets animaux, exposant les populations à des risques sanitaires en l'absence de systèmes de gestion appropriés. De plus, l'expansion des activités agricoles, en particulier le maraîchage et l'horticulture autour de ces villes, a intensifié l'utilisation d'excréta animaux non traités comme engrais. Cette pratique accroît les risques d'exposition pour les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement. Alors que les plans d'eau sont vulnérables à la pollution nutritive, la fertilité des sols — et donc la durabilité de l'agriculture — dépend fortement du recyclage des nutriments et de la matière organique issus des flux de déchets, y compris les excréta humains et animaux. L'épuisement de la fertilité des sols est particulièrement ressenti dans les contextes à faibles ressources, où les agriculteurs peinent à s'approvisionner en engrais chimiques de plus en plus coûteux.

Cette situation plaide en faveur d'interventions d'assainissement plus intégrées, liant la productivité agricole à la santé des écosystèmes. Dans le cadre des efforts visant à promouvoir une gestion intégrée des risques à l'interface homme-animal-environnement, il est essentiel d'explorer les moyens de réduire l'exposition aux excréta animaux et de renforcer les pratiques d'hygiène alimentaire et de gestion de l'eau (OMS, 2018).

Cette approche englobe la prise en compte des risques sanitaires à l'interface homme-animal, y compris les zoonoses et la résistance aux antimicrobiens, dans les zones résidentielles. Elle implique également des mesures visant à limiter la pollution environnementale causée par une mauvaise gestion des déchets humains et animaux. Au Burkina Faso, plusieurs initiatives WaSH intégrées ont été développées et expérimentées pour réduire les risques de transmission de maladies entre animaux et humains, tout en renforçant la productivité agricole à travers la valorisation des excréta humains et animaux comme fertilisants. Bien que ces initiatives aient produit des résultats prometteurs à petite échelle, elles restent souvent méconnues des acteurs des secteurs agricole et WaSH. Ce manque de visibilité entraîne parfois des efforts redondants et un apprentissage limité à partir des expériences passées. Certaines données ont été publiées dans des articles scientifiques (principalement en anglais) ou dans des rapports publics, mais beaucoup demeurent confinées dans des rapports de projet non diffusés ou des données inédites. Par conséquent, l'accès à des informations synthétisées et opérationnelles reste limité pour les professionnels de l'assainissement, de la santé humaine, de la santé vétérinaire et de l'agriculture au Burkina Faso.

Cette étude a été initiée afin de documenter et de capitaliser les expériences liées aux interventions WaSH intégrées au Burkina Faso. Elle vise spécifiquement à évaluer les initiatives existantes qui :

1. Réduisent les risques de transmission de maladies entre les animaux et les humains ;
2. Améliorent la productivité agricole à travers la réutilisation sécurisée des déchets domestiques, notamment les excréta humains et animaux.

L'étude analyse également les politiques et stratégies mises en œuvre pour promouvoir l'accès à l'hygiène et à l'assainissement. L'objectif est d'outiller les décideurs politiques et les responsables de programmes en vue d'adopter des approches plus intégrées pour combattre les maladies humaines liées aux facteurs animaux et environnementaux. À terme, les résultats de cette étude devraient contribuer à sensibiliser les acteurs aux avantages de la gestion des risques liés à la cohabitation entre humains et animaux, ainsi qu'à la promotion de la valorisation sécurisée des différents types de déchets dans les initiatives WaSH.

Ce rapport se concentre plus particulièrement sur les interventions WaSH et la réduction des risques de maladies zoonotiques.

## **METHODOLOGIQUE**

### **Type d'étude**

Cette étude repose principalement sur une **revue documentaire** des expériences de mise en œuvre de projets et programmes relatifs à l'intégration des approches Eau, Hygiène et Assainissement (WaSH) dans le domaine de l'élevage. En complément de cette revue de la littérature, une **collecte de données primaires** a été menée à travers des focus groups avec des personnes ressources issues de projets sélectionnés, ainsi qu'avec des bénéficiaires directs de ces initiatives sur le terrain.

L'approche opérationnelle a consisté à explorer les **défis et contraintes** liés à l'intégration de la gestion des risques zoonotiques dans les interventions WaSH au Burkina Faso, notamment en ce qui concerne la cohabitation entre humains et animaux.

Les principales sources d'information mobilisées incluent :

- Des documents de référence sur les politiques nationales, y compris des textes législatifs et des plans stratégiques relatifs à l'eau, à l'hygiène, à l'assainissement (WaSH) et aux risques zoonotiques ;
- Des documents de projets et programmes mis en œuvre par les services de l'État, des ONG nationales et internationales ;
- Des rapports d'activités, d'évaluation, d'études de recherche, ainsi que d'autres documents pertinents en lien avec les thématiques de l'étude ;
- Des entretiens avec les bénéficiaires et les parties prenantes clés impliquées dans des projets intégrés WaSH–zoonoses.

## Objectifs général et spécifiques

L'objectif général de cette étude est d'**identifier les défis liés à l'intégration des risques zoonotiques associés aux excréta animaux dans les initiatives WaSH** (eau, hygiène et assainissement) au Burkina Faso, dans le cadre de l'approche « Une seule santé ».

De manière spécifique, l'étude vise à :

1. **Identifier les limites des politiques WaSH au Burkina Faso en matière d'intégration des risques de contamination zoonotique liés aux excréta animaux.**
  - Il s'agira d'évaluer dans quelle mesure les politiques et stratégies de promotion du WaSH prennent en compte les enjeux liés à la prévention et au contrôle des maladies zoonotiques.
  - À cette fin, des documents politiques (tels que les textes législatifs définissant les responsabilités ministérielles, les politiques stratégiques et les plans nationaux) seront collectés et analysés pour identifier les lacunes en matière d'intégration de la lutte contre les zoonoses dans les initiatives WaSH.
2. **Identifier les insuffisances dans la gestion des excréta animaux au sein des interventions WaSH.**
  - Cet objectif consiste à collecter et analyser les rapports techniques ainsi que les documents de projets et programmes mis en œuvre par les services de l'État et les organisations non étatiques.
  - L'étude décrira les déficiences existantes dans la prise en compte des enjeux sanitaires liés à la gestion des déchets animaux et à la lutte contre les maladies zoonotiques dans les interventions WaSH au Burkina Faso.
3. **Cartographier les expériences de gestion des risques de contamination zoonotique dans les interventions WaSH au Burkina Faso.**
  - Cette cartographie sera réalisée à partir d'une revue documentaire, d'entretiens avec des informateurs clés et de focus groups avec des bénéficiaires de projets.

## Collecte des données

La collecte des données a été réalisée conformément aux objectifs spécifiques de l'étude. Elle a combiné une **revue documentaire** et des **entretiens avec des informateurs clés** (voir Tableau 1).

**Tableau 1** : Description de l'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données

<b>Objectifs</b>	<b>Méthodes</b>	<b>Cibles</b>
Identifier les limites des politiques WaSH au Burkina Faso en matière d'intégration des risques de contamination zoonotique liés aux excréta animaux	Revue documentaire : analyse des documents pour identifier les lacunes dans les politiques et stratégies d'intégration de la lutte contre les zoonoses dans le WaSH (phase d'élaboration des politiques)	Documents de politique sectorielle
Identifier les insuffisances dans la gestion des excréta animaux au sein des interventions WaSH	Revue documentaire : analyse des documents pour repérer les défaillances dans la promotion du WaSH pour la gestion des excréta animaux dans la lutte contre les maladies zoonotiques (phase de mise en œuvre)	Rapports techniques et scientifiques d'acteurs étatiques et non étatiques
Cartographier les expériences de gestion des risques de contamination zoonotique dans les interventions WaSH au Burkina Faso	Revue documentaire : identification des projets, initiatives et programmes traitant du risque de contamination humaine liée aux excréta animaux	Rapports techniques et scientifiques d'acteurs étatiques et non étatiques
	Entretiens avec des informateurs clés : discussions avec les responsables d'initiatives axées sur la réduction des risques de contamination humaine liés aux excréta animaux	Responsables de projets, programmes et autres initiatives pertinentes
	Focus Groups : discussions avec les bénéficiaires de ces interventions	Populations bénéficiaires des interventions
Diffuser les résultats préliminaires des deux rapports du groupe d'experts et recueillir des retours pour amélioration	Présentation des résultats, retour d'expérience et discussions sur les contraintes et les défis rencontrés	Institutions gouvernementales, ONG et personnes ressources clés

### **Revue documentaire**

Une grille **de lecture structurée** a été élaboré pour servir de matrice d'analyse documentaire. Ce cadre reposait sur plusieurs critères : le type de document, sa source, les contenus clés, ainsi que le degré d'intégration des risques de contamination zoonotique liés aux excréta animaux.

La **revue documentaire** a porté sur la collecte et l'analyse de documents

réglementaires, de politiques publiques, de plans stratégiques, ainsi que de rapports techniques et scientifiques émanant d'acteurs étatiques et non étatiques. L'objectif était d'identifier et de décrire les interventions existantes, ainsi que les noms des initiatives, projets et programmes axés sur la gestion des excréta animaux dans la lutte contre les maladies zoonotiques.

### ***Entretiens avec les personnes ressources***

Des **entretiens avec des informateurs clés** ont été réalisés afin de recueillir des informations complémentaires auprès de personnes ressources ayant mis en œuvre des interventions pertinentes au Burkina Faso. Ces entretiens ont suivi une démarche en trois étapes :

1. **Identification des informateurs clés** : Les initiatives, projets et programmes traitant de la gestion des excréta animaux dans le cadre de la lutte contre les maladies zoonotiques ont été recensés à l'aide d'un guide structuré. Ce guide comprenait le nom de l'initiative, ses objectifs, sa couverture géographique, ainsi que les documents de référence disponibles.
2. **Conduite des entretiens avec les informateurs clés** : Des entretiens individuels semi-structurés ont été menés, en présentiel ou par téléphone, à l'aide d'un guide d'entretien.
3. **Thématiques abordées lors des entretiens** : Les discussions ont porté sur le contexte d'intervention, les approches adoptées, les activités réalisées, les résultats majeurs obtenus, les contraintes rencontrées, les limites observées, ainsi que les enseignements tirés de chaque intervention. Les entretiens ont également permis d'aborder les besoins exprimés par les parties prenantes et les obstacles à surmonter pour intégrer efficacement la lutte contre les zoonoses dans la gestion des excréta animaux.

### ***Focus groups auprès des bénéficiaires***

Des **focus groups** ont été organisées avec les bénéficiaires des interventions dans des zones ciblées. Un **guide d'entretien** a été utilisé pour recueillir leurs perceptions, leurs besoins et les contraintes rencontrées en lien avec l'intégration de la lutte contre les maladies zoonotiques dans la gestion des excréta animaux.

### ***Diffusion des résultats préliminaires***

Un **atelier de restitution** a permis de présenter les premiers résultats issus des deux rapports du groupe d'experts sur les zoonoses et les ressources. Il a également offert un cadre d'échange sur les contraintes et les besoins exprimés par les bénéficiaires, tels qu'ils ont été perçus au cours des discussions.

## RESULTATS

### Intégration de la problématique des zoonoses dans les politiques et stratégies WaSH au Burkina Faso

#### *Informations sur les documents consultés*

Au total, **douze documents nationaux** relatifs à l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ont été examinés. Parmi eux, **huit étaient des documents de politique ou de stratégie**, et **quatre des textes législatifs ou réglementaires**.

Les documents de politique et de stratégie comprenaient notamment :

- ✓ Le Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (PN-AEUE) 2016-2030 ;
- ✓ La Stratégie Nationale de Gestion de la Filière de l'Assainissement des eaux usées et excréta ;
- ✓ La Stratégie de mise en œuvre de l'assainissement total piloté par la communauté - ATPC au Burkina Faso ;
- ✓ Le Guide d'orientation pour l'assainissement total piloté par la communauté - ATPC au Burkina Faso ;
- ✓ La Politique Sectorielle "Environnement, Eau et Assainissement" 2018-2027 ;
- ✓ La Politique et Stratégie Nationales d'Assainissement (PSNA) ;
- ✓ La Stratégie nationale en matière d'environnement (SNE) 2019-2023 ;
- ✓ Le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2021-2025.

Les documents réglementaires et législatifs analysés incluaient :

- ✓ La loi n°006-2013/AN portant Code de l'Environnement du Burkina Faso ;
- ✓ La loi n°022-2005/AN portant Code de l'hygiène publique au Burkina Faso ;
- ✓ La loi n°048-2017/AN portant code de santé animale et de santé publique vétérinaire ;
- ✓ La loi n°055-2004/AN portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso

#### ***Analyse des documents politiques et réglementaires***

Parmi les **douze documents** examinés portant sur les politiques nationales en matière d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, **seuls trois textes législatifs ou réglementaires** font mention des maladies zoonotiques dans le cadre de la gestion des déchets et de la santé publique. Aucun document de politique ou de stratégie ne reconnaît explicitement la nécessité d'intégrer les risques de zoonoses associés à la transmission et à la diffusion de pathogènes via les excréta animaux.

Voici un résumé de l'analyse des principaux documents de politique :

**a) Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (PN-AEUE) 2016-2030<sup>3</sup>**

Adopté en 2016, ce programme constitue la référence politique pour les interventions dans le sous-secteur de l'assainissement des eaux usées et des excréta jusqu'en 2030. Ses objectifs incluent l'élimination de la défécation à l'air libre, l'accès universel et continu aux services d'assainissement dans une approche fondée sur les droits humains (AFDH), l'optimisation de la gestion et de la valorisation des eaux usées et des boues fécales dans une perspective de protection environnementale et sociale, et la promotion de la recherche pour améliorer les technologies et pratiques en assainissement. Toutefois, les enjeux liés à la gestion des déchets animaux et leur rôle potentiel dans la transmission des maladies zoonotiques n'y sont pas abordés.

**b) Stratégie nationale de gestion de la filière de l'assainissement des eaux usées et excréta<sup>4</sup>**

Adoptée en 2018, en cohérence avec le PN-AEUE, cette stratégie vise le développement de services liés à l'évacuation, au traitement et à la valorisation des eaux usées et des excréta, avec un accent particulier sur les dispositifs de confinement. Fondée sur les principes de l'économie circulaire, elle encourage l'utilisation des sous-produits de l'assainissement comme source de financement durable pour le secteur. Elle insiste sur la nécessité de dépasser la simple construction d'infrastructures pour fournir de véritables services d'assainissement. Elle met en avant les opportunités économiques (création d'emplois, développement agricole) liées à la valorisation des eaux usées et des excréta. La stratégie préconise une combinaison de systèmes d'assainissement autonomes et collectifs en milieu urbain, et des systèmes exclusivement autonomes en milieu rural. Toutefois, elle ne mentionne aucunement les excréta animaux. L'attention est centrée sur les excréta humains (urines et matières fécales) et les eaux grises (douches, cuisine, lessive), ainsi que sur les eaux noires et les eaux industrielles prétraitées pour les systèmes collectifs.

**c) Stratégie de mise en œuvre de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) au Burkina Faso<sup>5</sup>**

Adoptée en 2014, cette stratégie fournit un cadre pour la mise en œuvre de l'ATPC afin d'améliorer les conditions de vie et l'accès à l'assainissement en milieu rural, avec pour principal objectif l'éradication de la défécation à l'air libre. Elle mobilise des mécanismes innovants, incluant la promotion de l'hygiène, pour inciter les communautés à atteindre le statut de fin de défécation à l'air libre (FDAL). Les options technologiques proposées sont limitées aux latrines VIP et aux systèmes

---

<sup>3</sup> [https://www.actea.org/wp-content/uploads/2016/12/Programme-PN-AEUE-2016-2030-VF-final\\_CNEau-14-06-2016.pdf](https://www.actea.org/wp-content/uploads/2016/12/Programme-PN-AEUE-2016-2030-VF-final_CNEau-14-06-2016.pdf)

<sup>4</sup> [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/dga\\_document\\_cadre\\_de\\_gestion\\_de\\_la\\_filiere\\_assainissement\\_des\\_eaux\\_usees\\_et\\_exc\\_rta\\_au\\_burkina\\_faso\\_2022\\_2026\\_2022.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/dga_document_cadre_de_gestion_de_la_filiere_assainissement_des_eaux_usees_et_exc_rta_au_burkina_faso_2022_2026_2022.pdf)

<sup>5</sup> [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/dgaeue\\_unicef\\_strategie\\_de\\_mise\\_en\\_uvre\\_de\\_l\\_assainissement\\_total\\_pilote\\_par\\_la\\_co\\_mmunautaire\\_au\\_burkina\\_faso\\_2014.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/dgaeue_unicef_strategie_de_mise_en_uvre_de_l_assainissement_total_pilote_par_la_co_mmunautaire_au_burkina_faso_2014.pdf)

d'assainissement écologique (ECOSAN), adaptés aux contextes sociaux. Toutefois, la stratégie ne mentionne pas le rôle de l'ATPC dans la gestion des risques zoonotiques liés aux excréta animaux.

**d) Guide d'orientation pour la l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) au Burkina Faso<sup>6</sup>**

Également adopté en 2014, ce guide vise à harmoniser les pratiques de mise en œuvre de l'ATPC entre les acteurs du secteur de l'assainissement. Il fournit des directives pratiques d'adaptation de l'approche au contexte local, en mettant l'accent sur la participation communautaire et l'engagement collectif, au-delà de la seule construction de latrines. Le processus est structuré en cinq phases. Pour obtenir la certification FDAL, l'approche burkinabè se concentre exclusivement sur les excréta humains, sans prendre en compte les déchets animaux. Après l'obtention du statut FDAL, le guide recommande un suivi communautaire de deux ans en vue d'une certification « Assainissement total », qui inclut des indicateurs liés à la gestion des déchets ménagers et animaux (ex. : mise en place d'enclos pour animaux dans les concessions). Toutefois, aucun projet WaSH n'a été recensé à ce jour comme ayant atteint cette certification finale.

**e) Politique Sectorielle "Environnement, Eau et Assainissement" 2018-2027<sup>7</sup>**

Élaborée en 2018, cette politique vise l'accès à l'eau dans un environnement sain, le renforcement de la gouvernance environnementale et le soutien au développement durable. Elle ambitionne notamment un accès universel à l'assainissement et une amélioration durable de l'assainissement urbain dans les zones d'habitat informel. L'impact sanitaire de l'insalubrité est clairement mentionné : plus de 4 000 décès d'enfants par an seraient liés à un mauvais assainissement au Burkina Faso. Environ un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent également de retard de croissance, lié à des conditions sanitaires précaires. La Banque mondiale estime les pertes économiques dues à l'insalubrité à 83 milliards de FCFA par an, soit environ 2 % du PIB. L'axe stratégique 3 est consacré à l'amélioration de l'assainissement et de l'environnement, incluant la gestion des eaux usées et des excréta. Cependant, aucune mesure spécifique relative aux excréta animaux n'est explicitement formulée.

**f) La politique nationale d'assainissement (PNSA)<sup>8</sup>**

Adoptée en juillet 2007, cette politique vise à contribuer au développement durable par la prise en compte des problématiques d'assainissement, l'amélioration des conditions de vie et d'habitat, la préservation de la santé publique et la protection des ressources

---

<sup>6</sup>[https://www.pseau.org/outils/ouvrages/dgaeue\\_unicef\\_guide\\_d\\_orientation\\_pour\\_la\\_mise\\_en\\_oeuvre\\_de\\_l\\_assainissement\\_total\\_pilote\\_par\\_la\\_communaute\\_au\\_burkina\\_faso\\_2014.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/dgaeue_unicef_guide_d_orientation_pour_la_mise_en_oeuvre_de_l_assainissement_total_pilote_par_la_communaute_au_burkina_faso_2014.pdf)

<sup>7</sup> <https://naturama.bf/wp-content/uploads/2023/03/Politique-Sectorielle-Environnement-Eau-et-Assainissement-2018-2027.pdf>

<sup>8</sup> <https://faolex.fao.org/docs/pdf/bkf151416.pdf>

naturelles. Elle met l'accent sur l'éducation, la formation et la sensibilisation à l'hygiène. Toutefois, elle ne traite ni des risques ni de la gestion des excréta animaux.

#### **g) Stratégie nationale en matière d'environnement (SNE) 2019-2023<sup>9</sup>**

Cette stratégie vise la gestion durable des ressources forestières et fauniques dans un contexte de changement climatique, le renforcement des capacités d'adaptation et d'atténuation pour une économie verte et inclusive, l'assainissement environnemental, et l'intégration de la durabilité environnementale dans les actions de développement. Parmi ses priorités figurent la lutte contre la pollution et la promotion du traitement et du recyclage des déchets solides. Néanmoins, la gestion ou les risques liés aux excréments (humains ou animaux) n'y sont pas abordés.

#### **h) Le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2021-2025 (phase 2)<sup>10</sup>**

Adopté en 2021, ce plan vise à transformer les structures économiques, démographiques et sociales, à réduire les inégalités et à améliorer durablement le bien-être dans un contexte de crises sécuritaires, sanitaires et de cohésion sociale. Il prévoit notamment l'amélioration des conditions de vie et l'accès aux services de base (eau potable, assainissement, énergie). Le PNDES fixe des objectifs de couverture nationale en assainissement et de villages certifiés FDAL à 33,3 % en 2024 et 40 % en 2025. Là encore, les excréta animaux et les risques qui leur sont associés ne sont pas pris en compte.

#### **Analyse des principaux textes législatifs**

À partir de l'analyse des **quatre principaux textes législatifs**, les lois suivantes ont été identifiées :

##### **a) Loi n°006-2013/AN portant Code de l'Environnement du Burkina Faso<sup>11</sup>**

Ce code vise à améliorer les conditions de vie des êtres vivants et à les protéger contre les impacts et risques nuisibles ou incommodes menaçant leur existence. Les risques sanitaires liés aux activités agricoles sont évoqués à l'article 46 :

« Lorsque l'installation, la construction, l'exploitation ou le fonctionnement d'un établissement industriel, artisanal, agricole ou de toute entreprise ou activité, ou de toute machine, présente de graves dangers ou inconvénients pour le voisinage, la santé publique et la sécurité, l'autorité publique territorialement compétente, par décision administrative, ordonne la fermeture de l'établissement ou de l'entreprise ou la suspension de l'activité, sans préjudice des sanctions pénales applicables »

Toutefois, les risques zoonotiques liés aux excréta n'y sont pas explicitement abordés.

##### **b) Loi n°022-2005/AN portant Code de l'hygiène publique au Burkina Faso**

Cette loi a pour objectif principal la **préservation et la promotion de la santé publique**. Elle couvre divers aspects de l'hygiène, notamment dans les voies et espaces publics,

<sup>9</sup> <https://envirinfos.net/wp-content/uploads/2023/05/SNE-VF.pdf>

<sup>10</sup> <https://faolex.fao.org/docs/pdf/bkf215540.pdf>

<sup>11</sup> <https://businessprocedures.bf/media/loi%20n%C2%B0006%20portant%20code%20de%20l%27environnement.pdf>

les piscines et zones de baignade, les habitations, les denrées alimentaires, l'eau, les installations industrielles et commerciales, les établissements scolaires et de santé, les bâtiments publics et l'environnement naturel, ainsi que la lutte contre les nuisances sonores.

Elle prévoit également des mesures pour limiter les risques sanitaires liés aux activités agricoles, notamment :

- **Article 14** : Il est interdit de rejeter des eaux usées de toute origine, des graisses, des huiles de vidange, des excréments sur les voies et places publiques, dans les caniveaux et les cours d'eau.
- **Article 35** : Il est interdit tout mélange des excréta aux ordures ménagères.
- **Article 37** : Il est interdit l'enfouissement des cadavres d'animaux, de dépouilles de toute nature et d'ordures ménagères à l'intérieur des concessions.
- **Article 39** : Il est interdit l'élevage des animaux et l'agriculture en zone urbaine aménagée, sauf dans les lieux prévus à cet effet.
- **Article 115** : Les dépôts de fumier ne doivent en aucun cas être établis dans les périmètres de protection des sources de captage d'eau, à proximité du rivage des cours d'eau, des conduites d'eau potable et des points d'eau. Des mesures appropriées doivent être prises pour empêcher la prolifération des insectes. Tout dépôt de fumier sera éliminé, s'il est reconnu susceptible de nuire à la santé publique.
- **Article 116** : L'emploi d'engrais chimiques ou naturels et de pesticides ne peut être toléré que dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Bien que ce code contribue à préserver l'hygiène publique, il ne traite pas directement de la gestion des excréta humains et animaux dans une optique de réduction des risques zoonotiques.

#### c) **Loi n°048-2017/AN portant code de santé animale et de santé publique vétérinaire**<sup>12</sup>

Ce code encadre la **santé animale** et la **santé publique vétérinaire**. Il s'applique notamment aux domaines suivants :

- La prévention des zoonoses ;
- L'organisation des inspections vétérinaires ;
- Les établissements soumis à inspection ;
- Le contrôle sanitaire des animaux et des produits d'origine animale ;
- La lutte contre les abattages clandestins et les fraudes.

Des mesures spécifiques sont prévues pour réduire les risques de contamination par les excréta dans les établissements soumis à inspection vétérinaire, en particulier dans les abattoirs. Celles-ci incluent la séparation des espaces destinés aux produits

---

<sup>12</sup> <https://faolex.fao.org/docs/pdf/Bkf184150.pdf>

consommables de ceux contenant des excréta animaux. Des normes spécifiques ont également été établies pour les structures d'élevage (bovins, volailles, etc.), y compris des mesures d'évacuation des déchets.

Ce code impose donc des mesures concrètes de prévention des risques zoonotiques, en insistant sur les dangers liés à la manipulation des déchets animaux et à la consommation de viande impropre.

#### **d) De la loi n° 055-2004/AN portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso<sup>13</sup>**

Cette loi définit le cadre juridique de la décentralisation. Elle précise les compétences, les moyens d'action, les institutions et l'administration des collectivités. Elle reconnaît le droit des collectivités territoriales à s'auto-administrer pour favoriser le développement local et renforcer la gouvernance à la base.

Selon l'article 89, les compétences des communes urbaines en matière environnementale couvrent :

- L'élaboration de plans d'action municipaux pour l'environnement ;
- L'assainissement ;
- La lutte contre l'insalubrité, la pollution et les nuisances ;
- La collecte et l'élimination des déchets ménagers ;
- L'émission d'avis sur l'implantation d'établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes au titre du Code de l'Environnement.

En matière de santé publique, les collectivités locales sont également chargées de la réglementation et de la mise en œuvre de l'hygiène, de l'assainissement et de la prévention des maladies. Toutefois, la gestion des déchets issus de l'élevage n'est pas abordée de façon explicite.

### **Interventions WaSH et gestion des excréta animaux**

#### ***Informations sur les documents consultés***

Un total de quinze (15) documents d'étude, de recherche et rapports techniques portant sur des interventions dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (WaSH) ont été analysés. Ces interventions ont été mises en œuvre aussi bien en milieu rural qu'urbain, et regroupaient des initiatives pilotées par l'État à travers des projets et programmes, des actions menées par des organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que des initiatives privées. Elles couvraient un large éventail de thématiques, notamment l'assainissement, le drainage, l'approvisionnement en eau, la gestion des déchets, ainsi que la valorisation des excréta animaux, des boues de vidange et des eaux usées domestiques.

---

<sup>13</sup> <https://faolex.fao.org/docs/pdf/bkf92244.pdf>

Parmi les quinze (15) interventions examinées, seulement quatre (4) intégraient explicitement la gestion des excréta animaux dans une perspective plus large de promotion de l'hygiène et d'assainissement de l'environnement. Il s'agit des initiatives suivantes :

- La valorisation des déchets d'élevage et des boues de vidange en zones urbaine et périurbaine de Ouagadougou ;
- La gestion des déjections animales issues de l'élevage dans la ville de Bobo-Dioulasso ;
- L'approche Village Propre & Productif (VPP) ;
- Le projet WaSH SELEVER.

Les autres interventions WaSH recensées portaient principalement sur :

- Le projet d'appui à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et de renforcement de la résilience communautaire face à la COVID-19 et au changement climatique dans les quartiers périurbains de Ouagadougou (PAEPA-QP) ;
- Le Projet d'assainissement autonome en milieu urbain ;
- Le Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement au Burkina Faso ;
- Le Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement (sans précision géographique) ;
- Le Projet d'appui à l'assainissement de base dans dix villes moyennes du Burkina Faso ;
- Le Projet d'assainissement écologique urbain à Ouagadougou (ECOSAN-UE) ;
- Le Projet d'assainissement collectif de la ville de Ouagadougou ;
- Le Projet d'assainissement et de drainage de la ville de Ouagadougou ;
- Le Projet d'assainissement des quartiers périphériques de la ville de Ouagadougou (Burkina Faso).

### ***Synthèse documentaire sur les interventions WaSH***

**L'analyse des quatre (4) principales interventions pertinentes en matière de prévention des zoonoses a permis de dégager les éléments clés suivants : »**

#### **a) Valorisation des déchets issus des élevages et des boues de vidange en zone urbaine et périurbaine de Ouagadougou**

Cette initiative est principalement le fait de ménages privés des zones périurbaines de Ouagadougou, opérant de manière individuelle et non structurée. Les principaux acteurs impliqués sont : les producteurs de déchets d'élevage (éleveurs), les utilisateurs d'excréta animaux comme fertilisant agricole (agriculteurs) et les services techniques en charge de l'élevage et de la santé animale.

En l'absence de cadre formel, les acteurs ont mis en œuvre des pratiques artisanales : creusement de fosses pour le stockage et le séchage au soleil des déjections, ou épandage direct au sol avant usage en agriculture, horticulture ou maraîchage. Cette valorisation directe, sans précautions sanitaires, expose à des risques importants (brucellose, salmonellose, tétanos, charbon, grippe aviaire...). La majorité des acteurs interrogés ignorent les risques sanitaires liés à ces pratiques et ne font pas le lien avec les approches WaSH.

#### **b) Gestion des déjections animales à Bobo-Dioulasso**

À l'image de Ouagadougou, cette gestion repose sur des initiatives individuelles d'éleveurs urbains ou périurbains. Les excréta sont collectés manuellement à l'aide d'outils rudimentaires, stockés à l'air libre dans des fosses parfois situées dans les concessions. D'autres pratiques incluent le compostage, l'application de pétrole ou de créosote pour limiter les nuisances, ou encore le recouvrement des fosses.

Certains déchets sont réutilisés, donnés ou vendus. Mais d'autres sont jetés ou mélangés aux ordures ménagères, puis emportés par les eaux de ruissellement en saison des pluies, causant une pollution des eaux de surface. Comme à Ouagadougou, la gestion des excréta est perçue uniquement sous l'angle agricole, et non comme un enjeu de santé publique.

#### **c) Approche Village Propre et Productif VPP : phase pilote**

Cette approche vise à intégrer l'assainissement, l'hygiène, et la réutilisation productive des déchets humains, animaux et autres résidus organiques. Mise en œuvre en milieu rural, elle relie la santé humaine, la santé animale, la production et la productivité agricole.

La composante « propre » réduit les risques sanitaires via des interventions WaSH ; la composante « productive » encourage la réutilisation des déchets riches en NPK (azote, phosphore, potassium). Testée dans trois villages en 2022 par SEI, WaterAid-BF et Eau Vive Internationale, l'approche a permis de développer des outils de sensibilisation et de suivi. Une mise à l'échelle serait bénéfique.

#### **d) WaSH/SELEVER**

Portée par l'ONG Tanager dans le cadre du programme SELEVER, cette initiative visait à améliorer les pratiques d'hygiène et d'assainissement pour réduire l'exposition des enfants aux excréta humains et animaux. Mise en œuvre dans 30 villages de 15 communes (Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins), elle encourage la séparation des enfants et des animaux, la propreté des concessions, et la construction d'abris pour animaux. Bien que pertinente, l'initiative reste limitée en portée et en couverture géographique. Cependant cette initiative a couvert seulement trois régions sur les 13 régions que comptent le Burkina Faso. De plus, dans ces trois (3) régions, elle ne s'est limitée qu'à une trentaine villages dans 15 communes et n'a pas bénéficié à un grand nombre de personnes. Elle mérite donc d'être vulgarisée à l'échelle nationale.

En ce qui concerne les dix autres interventions WaSH qui n'abordent pas explicitement la gestion des excréta animaux, celles-ci se sont concentrées sur l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, le renforcement de la résilience face aux changements climatiques et aux crises sanitaires telles que la COVID-19, ainsi que la promotion de pratiques durables de gestion des déchets.

**e) Projet d'appui d'accès à l'eau potable et à l'assainissement et de renforcement de la résilience de la population à la COVID 19 et au changement climatique dans les quartiers périphériques de Ouagadougou (PAEPA-QP)**

Ce projet vise à améliorer les conditions de vie et de santé, tout en renforçant la résilience climatique des populations urbaines pauvres et vulnérables des quartiers périphériques de Ouagadougou. Il comprend notamment les branchements domestiques, la construction de kiosques à eau et de latrines (familiales et institutionnelles), la distribution de kits de lavage des mains et la sensibilisation communautaire sur les bonnes pratiques d'hygiène, d'assainissement et de prévention de la COVID-19. Le projet est mis en œuvre par la Facilité Africaine de l'Eau (FAE) de 2022 à 2025 dans onze quartiers spontanés de la capitale.

**f) Projet d'Assainissement Autonome en Milieu Urbain**

Ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès aux services d'assainissement, de structurer le marché de l'assainissement et les métiers qui y sont liés, et de mettre en place des mécanismes de financement adaptés. Il comprend la réalisation d'infrastructures (latrines, puisards), le renforcement des capacités des services municipaux d'assainissement pour en faire de véritables maîtres d'ouvrage, ainsi que la mise en œuvre d'activités de promotion de l'hygiène (campagnes de sensibilisation et de communication de masse). Le projet a été mis en œuvre par l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) entre 2014 et 2021 dans six communes : Koudougou, Ouahigouya, Fada N'Gourma, Banfora, Titao et Boulsa.

**g) Programme Approvisionnement en Eau et Assainissement au Burkina Faso**

Ce programme accompagne les communes dans la mise en œuvre de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain à travers quatre axes prioritaires : (i) la numérisation des outils de gestion des services d'eau et d'assainissement urbains et périurbains ; (ii) la consolidation des bases d'un développement à grande échelle de l'assainissement autonome ; (iii) le renforcement des capacités de gestion communale dans ces domaines ; et (iv) l'offre de services résilients au climat, adaptés aux besoins des clients de l'ONEA. Il est mis en œuvre par l'ONEA de janvier 2022 à décembre 2024 dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest.

**h) Programme d'Approvisionnement en Eau et Assainissement (PAEA)**

Ce programme a pour ambition d'améliorer l'accès, la durabilité, l'efficacité et la responsabilité dans la fourniture des services d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain et rural. Il vise aussi à renforcer les connaissances en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et à développer les capacités humaines pour assurer la pérennité des services. Il est mis en œuvre depuis 2019 par l'ONEA, pour une durée de cinq ans.

**i) Projet d'Appui à l'Assainissement de Base dans dix villes moyennes du Burkina Faso (AAB)**

Ce projet visait à améliorer les conditions de vie, de santé et la résilience climatique des populations urbaines pauvres et vulnérables dans les quartiers périphériques de Ouagadougou. Il a été mis en œuvre entre 2014 et 2018 par l'ONEA.

**j) Projet d'assainissement écologique urbain à Ouagadougou (ECOSAN-UE)**

Mis en œuvre en deux phases, ce projet portait sur la collecte et la l'assainissement des excréta humains (urines et fèces) afin de les transformer en fertilisants pour l'agriculture. Les activités comprenaient la construction de latrines ECOSAN (à double fosses) dans les ménages et les lieux publics, la mise en place de systèmes de collecte et de traitement des excréta sur des sites dédiés, leur transformation en engrais agricoles, ainsi que des campagnes de sensibilisation, de renforcement des capacités et de plaidoyer. Cette approche permet de restituer à l'agriculture les nutriments et la matière organique tout en réduisant la pollution des nappes et des eaux de surface. Le projet a été mené entre 2006 et 2009 par le CREPA, l'ONEA et la coopération allemande (GIZ), dans les secteurs 17, 19, 27 et 30 de Ouagadougou. Il a été prolongé de 2013 à 2016 dans le cadre du projet AGLE, conduit par ACF et ONEA.

**k) Projet d'assainissement et de drainage de Ouagadougou**

Ce projet a permis la construction d'infrastructures de drainage et d'évacuation des eaux pluviales dans le quartier Tanghin, au nord de Ouagadougou. Il comprenait également des aménagements urbains durables et la valorisation des berges du canal de Tanghin pour stimuler l'activité économique locale.

**l) Projet d'assainissement des quartiers périphériques de Ouagadougou**

Le premier sous-projet de la phase 1 du SPAQPO a été mené entre 2013 et 2021 par le gouvernement burkinabè. Son objectif était d'améliorer les conditions de vie dans les quartiers périphériques de la capitale à travers la réalisation d'infrastructures d'assainissement, des campagnes de sensibilisation, ainsi que la formation des enseignants, conseillers pédagogiques, responsables d'APE, d'AME et membres de comités communautaires. Les formations portaient sur la gestion des ouvrages de drainage des eaux pluviales. Le projet a également conduit des études sur la valorisation des déchets plastiques et le développement du sous-secteur de l'eau de pluie.

### **m) Projet d'Appui aux droits à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de la ville de Fada N'Gourma (Région de l'Est) - PADAEPA**

Ce projet avait pour but de renforcer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène des populations urbaines pauvres et vulnérables de Fada N'Gourma. Mis en œuvre entre 2013 et 2016 par ACF et ONEA, il a permis la réalisation d'infrastructures d'eau potable, la gestion des boues de vidange et des campagnes de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement.

#### **Cartographie des expériences de gestion de risques zoonotiques**

L'analyse des interventions d'intérêts en matière de prise en compte de la prévention des zoonoses a permis d'identifier trois (3) expériences et de documenter les approches utilisées pour servir de modèle aux interventions futures. Il s'agit de l'approche WaSH du projet SELEVER, de l'approche WaSH du PFDAL /MEC de GRAD-A financé par l'UNICEF et de celle du projet VPP mis en œuvre par WaterAid.

La méthodologie utilisée a consisté à une revue des différents documents de projets, à des entretiens auprès des acteurs de mise en œuvre et des focus groups auprès des bénéficiaires.

#### **EXPERIENCE 1 : Approche WaSH du projet SELEVER**

Le but de cette approche est de modifier le comportement WASH des ménages en intégrant l'élevage de la volaille et du bétail afin de réduire l'exposition des jeunes enfants aux agents pathogènes d'origine fécale dans 30 communautés rurales du Burkina Faso.

##### **Contexte du programme**

Le programme « *Supporting Family Farms for Poultry Farming and Enhancing Rural Economies* » (SELEVER), mis en place en 2015 par l'ONG Tanager, vise à améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants en renforçant la production avicole. L'objectif final est de réduire la mortalité des volailles, accroître la taille des cheptels, améliorer les revenus des ménages et renforcer la nutrition par des actions de communication sur les Pratiques Essentielles de Nutrition (PEN) et l'autonomisation des femmes.

Pour atteindre ces objectifs, Tanager a collaboré avec des organisations locales, des institutions de microfinance et les services techniques de l'État afin de favoriser des changements systémiques dans le secteur avicole, facilitant ainsi l'accès des femmes éleveuses à des services essentiels tels que les aliments pour animaux, la vaccination et les services financiers.

##### **Evaluation de l'impact du programme**

L'évaluation d'impact du projet SELEVER repose sur un essai contrôlé randomisé (ECR) mené par l'IFPRI et AFRICSanté. Elle a été réalisée dans 120 communautés/villages ruraux répartis dans 60 communes couvertes par le programme SELEVER, à raison de

deux localités par commune. L'évaluation a concerné les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest et des Hauts-Bassins. Les communautés ont été aléatoirement réparties en trois groupes :

1. Groupe recevant le paquet d'interventions SELEVER ;
2. Groupe recevant SELEVER avec un renforcement intensif du volet WaSH ;
3. Groupe témoin sans intervention.

Une recherche formative a été conduite en novembre 2016 dans les trois régions pour évaluer la nécessité d'une intervention complémentaire sur les pratiques WaSH. Les observations au niveau des ménages ont révélé que :

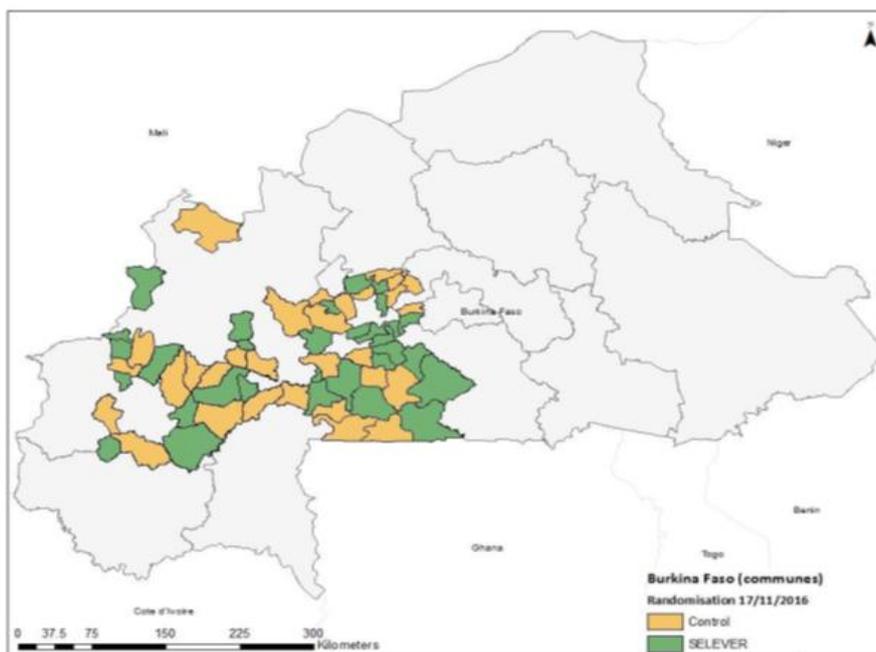
- 91 % des ménages partageaient l'espace de vie entre enfants et volailles ;
- 69 % nécessitaient un balayage de la cour ;
- Des fientes de poules étaient visibles dans 70 % des ménages ;
- 59 % disposaient de latrines fonctionnelles et propres, mais 6 % présentaient des excréments humains visibles ;
- Dans 58 % des cas, les animaux accédaient librement à la principale source d'eau potable ;
- 72 % des mères observées avaient les mains propres, contre seulement 63 % des enfants ;
- 58 % des enfants observés déféquaient à l'air libre, et seulement 13 % de leurs selles étaient éliminées dans une latrine.

Ces constats ont conduit à l'hypothèse selon laquelle les pratiques d'élevage influencent fortement l'hygiène domestique et la santé des enfants, notamment en ce qui concerne les maladies diarrhéiques, l'entéropathie environnementale, les infections helminthiques, les infections respiratoires aiguës (IRA) et le paludisme. Il est ainsi apparu nécessaire de traiter les liens entre pratiques d'élevage et assainissement au sein des ménages.

Les pratiques optimales WaSH ont donc été identifiées comme levier pertinent pour prévenir la transmission des agents pathogènes entre animaux et humains, en particulier les jeunes enfants. Cela a justifié la mise en œuvre de l'approche Totalement piloté par la Communauté plus (ATPE+), intégrant de manière renforcée les dimensions WaSH et élevage.

### ***Zone d'intervention***

L'approche CLTS+ a été mise en œuvre dans 30 villages (soit 2 villages par commune), répartis dans 15 communes des régions du Centre-Ouest (18 villages dans 6 communes), de la Boucle du Mouhoun (4 villages dans 2 communes) et des Hauts-Bassins (8 villages dans 4 communes).



Carte 1: Distribution géographique des zones d'intervention de l'ATPC+

### **Objectifs et résultats de la phase de l'ATPC+**

L'objectif de cette intervention était de susciter un changement de comportement systématique au sein des communautés, en ce qui concerne les pratiques d'hygiène et d'assainissement liées à l'élevage.

#### **Objectif général**

L'objectif général de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté Plus (ATPC+) était d'améliorer les pratiques d'hygiène et d'assainissement aux niveaux communautaire et des ménages, afin de réduire l'exposition des enfants aux excréments humains et animaux.

#### **Objectifs spécifiques**

Plus spécifiquement, il s'agissait de :

- **Améliorer l'environnement WaSH à l'échelle communautaire et familiale**  
Les activités prévues visaient à renforcer les pratiques WaSH classiques (latrines, lavage des mains, hygiène corporelle, protection de l'eau potable, assainissement de l'environnement domestique). Les résultats attendus comprenaient :
  - L'élimination sécurisée des excréments humains et animaux ;
  - Le lavage des mains après usage des latrines, avant de préparer les repas, de manger et de nourrir les enfants ;
  - La préparation d'aliments frais ou leur réchauffement jusqu'à ébullition avant consommation par les enfants.
- **Réduire l'exposition des enfants aux excréments de volaille et d'animaux dans les ménages**

Les actions visaient à améliorer l'assainissement domestique et à promouvoir le changement de comportement. Les résultats attendus incluait :

- La réduction des contacts entre les volailles, autres animaux et les jeunes enfants ;
- La prévention de l'ingestion de terre ou d'excréments d'animaux par les enfants.

### ***Description et étapes de l'approche WASH utilisée***

L'approche a consisté à intégrer la gestion des excréments animaux à toutes les étapes du modèle CLTS traditionnel, qui se concentre habituellement sur les excréta humains. À l'instar de la sensibilisation et de la construction de latrines pour les besoins humains, les communautés ont été invitées à construire des enclos pour animaux séparés des espaces de vie et à entretenir régulièrement leurs concessions.

Les messages diffusés portaient sur : la construction, la réhabilitation, l'utilisation et l'entretien des latrines ; l'usage du pot pour les enfants de moins de cinq ans ; le nettoyage hygiénique des enfants ; le lavage des mains aux moments critiques ; le balayage régulier de la cour ; le transport et stockage adéquat de l'eau potable ; la construction d'enclos pour animaux ; et les mesures visant à empêcher les enfants d'ingérer de la terre ou des excréments animaux. Ces messages ont été relayés par les Comités d'Assainissement des Villages ou Quartiers (CAV/Q), préalablement formés.

Toutes les mesures identifiées en réponse aux problèmes d'insalubrité ont été regroupées dans un plan d'action communautaire, élaboré par les populations elles-mêmes sous la supervision de l'animateur de l'ONG Tanager. Pour chaque action, un membre par ménage a été désigné comme responsable. Les CAV/Q effectuaient des visites hebdomadaires aux domiciles pour suivre la mise en œuvre, apporter des conseils et vérifier l'évolution du plan.

L'animateur de Tanager supervisait l'exécution du plan à travers les CAV/Q, organisait des réunions hebdomadaires avec eux pour évaluer les progrès, identifier les obstacles et proposer des solutions. Il réalisait également des visites inopinées dans des ménages choisis au hasard afin d'observer directement les résultats et d'apprécier la qualité des efforts déployés.

Cette méthode a permis d'autonomiser les communautés dans la gestion de leur santé et de leur bien-être, assurant ainsi la pérennité des résultats après le retrait de l'ONG.

Les CAV/Q sont des structures communautaires créées après la phase de déclenchement pour assurer la mise en œuvre des activités d'assainissement. Ils sont composés de jeunes, de femmes et de personnes influentes, reconnues et respectées dans leur communauté. Constitués par consensus, ils œuvrent bénévolement pour le bien-être collectif, reçoivent des formations et jouissent d'une reconnaissance sociale accrue. Dans les grands villages, plusieurs comités peuvent exister selon les quartiers.

### **Phase préparatoire**

Cette phase a consisté en des réunions entre les parties prenantes (Tanager, APS, AFRICSanté) afin de discuter du modèle et du contenu de l'intervention. Des visites ont ensuite été menées dans les villages pour rencontrer les leaders locaux et les associations, et mobiliser les communautés en vue de la phase de déclenchement. Les dates de lancement ont été fixées en concertation avec les chefs de village.

Durant cette phase, des enquêtes ont été réalisées dans les ménages pour évaluer les pratiques d'hygiène et d'élevage.

### **Phase de déclenchement**

Le déclenchement s'est déroulé en sept étapes :

#### **1. Étape 1 : Cartographie du village**

Cette étape consistait à identifier les zones de défécation humaine et d'accumulation des déjections animales. Les excréments humains repérés dans les buissons étaient marqués avec de la poudre jaune ; ceux trouvés autour des concessions, en cas d'urgence, avec de la poudre rouge ; et les excréments animaux avec de la poudre noire.



*Photo 1: Cartographie des aires de défécation réalisée par les adultes*



*Photo 2: Cartographie des aires de défécation réalisée par les enfants*

À l'issue du repérage, la carte du village est littéralement « recouverte » de trois couleurs — rouge, jaune et noire — qui lui donnent un aspect visuellement « sale ». Elle reflète ainsi, de manière choc, l'état réel de l'environnement du village (voir photos 1 et 2).

#### **2. Étape 2 : Estimation quantitative des matières fécales**

Cette étape consistait à calculer la quantité d'excréments humains et de déjections animales produite par la communauté, quotidiennement, hebdomadairement et annuellement. L'objectif était de prendre conscience de l'ampleur du problème en chiffres concrets.

#### **3. Étape 3 : Évaluation des dépenses médicales liées aux infections zoonotiques**

Cette étape visait à estimer les coûts de santé associés aux maladies transmissibles entre les humains et les animaux par les excréments (comme la diarrhée, la fièvre

typhoïde, ou la dysenterie). À travers des questions simples — « *Que faites-vous si un membre de votre famille contracte l'une de ces maladies ? Combien cela coûte-t-il pour se soigner ? Et sur un mois ou une année ?* » — la communauté était amenée à estimer ses dépenses médicales. L'exercice permettait ainsi de mettre en évidence les économies potentielles qu'elle pourrait réaliser en gérant mieux les déchets pour prévenir les contaminations zoonotiques et autres maladies liées au péril fécal.

#### 4. **Étape 4 : Marche exploratoire (ou "marche transversale")**

Cette activité comprenait trois volets :

- a. Visite des lieux de défécation (à l'air libre, latrines, points d'eau, etc.)
- b. Dialogue ouvert avec la communauté sur leurs pratiques, sans les orienter, ni juger
- c. Visite de concessions pour observer les conditions d'hygiène et les pratiques d'élevage domestique

#### 5. **Étape 5 : Démonstration de la contamination fécale et exercice du verre d'eau**

Pendant la marche transversale, des excréments humains ou animaux étaient rapportés et déposés publiquement à côté d'un repas. En observant les mouches aller des excréments vers la nourriture, les habitants exprimaient leur dégoût et affirmaient qu'ils ne mangeraient jamais ce repas, désormais perçu comme contaminé.

Les animateurs expliquaient alors que c'est précisément ce qui se passe chaque jour lorsque les excréments sont laissés à découvert autour des habitations et que les animaux errants défèquent dans les cours.

L'exercice du verre d'eau consistait à faire passer une brindille au-dessus des excréments, puis au-dessus d'un verre d'eau potable. Les participants étaient ensuite invités à boire cette eau — ce qu'ils refusaient catégoriquement.

Ces deux mises en situation permettaient à la communauté de comprendre concrètement que la défécation à l'air libre et la mauvaise gestion des déjections animales les exposent quotidiennement à l'ingestion involontaire de matières fécales.



*Photo 3: Exercice du verre d'eau*



*Photo 4: Contamination cacas-nourriture*

#### 6. **Étape 6 : Plaidoyer des enfants et démonstration du lavage des mains**

Après la phase de déclenchement, deux à trois enfants prennent la parole au nom de tous les autres pour adresser un message à leurs parents. Ils expriment leur souhait de vivre dans un environnement propre, sans excréments humains ou

animaux à proximité. Les parents, touchés par ce plaidoyer sincère, répondent favorablement à leurs enfants, qui retournent ensuite s'asseoir pour suivre la suite de l'activité destinée aux adultes.

Par ailleurs, des démonstrations pratiques sur le lavage des mains au savon sont réalisées pendant cette étape. Ces exercices permettent d'illustrer les bons gestes et les moments clés pour se laver les mains, afin de limiter la transmission de maladies liées à une mauvaise hygiène.

#### 7. **Étape 7 : Engagement communautaire**

À l'issue de l'analyse collective de la situation sanitaire du village, la communauté est invitée à prendre un engagement public. Les membres présents lèvent la main pour affirmer leur volonté de mettre fin à la défécation à l'air libre, construire des latrines, et aménager des enclos ou des abris pour les animaux.

Les personnes qui s'engagent spontanément dès cette étape sont recensées : elles constituent les « engagés de première heure ». Un suivi particulier leur est accordé par les comités de salubrité pour appuyer l'adoption effective des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au sein de leurs ménages.



*Photo 5: Engagement communautaire*



*Photo 6: Engagés de première heure*

#### ***Suivi post déclenchement***

Le suivi post-déclenchement a donné lieu à plusieurs actions concrètes :

- La mise en place de comités de suivi villageois (CAV/Q)
- La formation des membres des CAV/Q sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement
- Le suivi de la construction des latrines au sein des communautés
- Le suivi de la construction de poulaillers et d'autres abris adaptés pour les animaux
- Le suivi des pratiques visant à limiter les contacts entre les humains et les animaux, afin de réduire les risques de contamination
- Le suivi de la création d'espaces aménagés pour les enfants
- Le suivi du nettoyage régulier des cours et des habitations

- Le suivi de l'utilisation des latrines et des pots de défécation pour les enfants
- Le suivi des mesures de protection de l'eau potable
- Le suivi du lavage des mains aux moments critiques avec du savon

### **Résultats**

Les résultats montrent que l'approche WaSH mise en œuvre a permis d'améliorer les connaissances et de favoriser l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène liées à l'élevage de volailles dans les zones d'intervention, comparativement aux zones témoins.

Certaines pratiques, notamment la séparation entre les volailles et les enfants, se sont également améliorées.

L'amélioration des pratiques a été particulièrement marquée durant la période de soudure chez les populations incluses dans la sous-étude WaSH, avec des effets plus significatifs observés dans le groupe SELEVER + WASH que dans le groupe SELEVER seul.

Cependant, les pratiques WaSH non directement liées à l'élevage n'ont pas connu d'amélioration notable dans le groupe SELEVER + WASH.

Cela s'explique en partie par le niveau initial très faible des indicateurs WaSH dans ces communautés, et indique que des interventions complémentaires, notamment en matière d'infrastructures, seront nécessaires pour améliorer durablement la situation.

### **Leçons apprises**

Plusieurs points positifs ressortent de l'utilisation de cette approche WaSH :

- L'approche WaSH du projet SELEVER s'est révélée **prometteuse pour relever les défis sanitaires liés à l'hygiène**, tout en contribuant au développement durable.
- **L'adhésion des populations** à la résolution des problèmes d'hygiène, observée dès la phase de déclenchement.
- Une **prise de conscience accrue** des effets néfastes de l'insalubrité et de la cohabitation avec les animaux sur la santé.
- Un **engagement fort à construire des latrines et des poulaillers** dans les ménages.
- Un **renforcement de la cohésion sociale**, à travers les nombreuses activités communautaires (déclenchement, formations des CAV/Q, réunions de restitution dans les villages).
- Un **suivi communautaire actif** assuré par les comités villageois d'assainissement.
- Un **effet de diffusion** (« effet tache d'huile ») observé dans les villages voisins de ceux déclenchés.

### **Les limites**

Malgré ces avancées, plusieurs limites ont été identifiées :

- **L'absence de subventions**, en particulier pour les ménages les plus démunis, limitant la construction d'ouvrages d'assainissement (latrines, poulaillers, fosses fumières).
- La **construction d'ouvrages avec des matériaux peu solides et non durables**, comme le bois pour les dalles, ou la paille et les sachets plastiques pour les murs.
- La **faible pratique de séparation entre humains et animaux**, liée à la peur des vols, au mode de divagation des volailles, et au **manque de moyens pour construire des poulaillers sécurisés** (ex. grillages).
- **L'absence de formation** à destination des populations sur la **valorisation des déchets dans la production agricole**.

## **EXPERIENCE 2 : Approche WaSH du projet FDAL**

Dans le cadre du partenariat entre **GRAD-A** et **l'UNICEF Burkina** pour la mise en œuvre du projet visant à éradiquer la défécation à l'air libre et à promouvoir l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement dans les ménages, les écoles et les centres de santé de la commune de Yako, les risques zoonotiques ont été intégrés dans l'approche adoptée.

Cette note de capitalisation présente les éléments relatifs à la prise en compte de cette dimension dans le cadre du projet.

L'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) a été mise en œuvre conformément à la procédure nationale reconnue, en respectant les phases de pré-déclenchement, de déclenchement et de post-déclenchement.

À chaque étape, les aspects zoonotiques ont été pris en compte de manière spécifique, assurant ainsi une intervention holistique.

### ***Pré-déclenchement***

Au cours de cette phase, une **étude de référence (baseline)** a été réalisée afin d'évaluer les indicateurs clés. Cette étude a permis de disposer d'un point de comparaison pour mesurer les changements qualitatifs et quantitatifs induits par le projet.

La dimension zoonotique a été prise en considération **dès cette phase initiale**, renforçant la pertinence du diagnostic.

### ***Déclenchement des villages sous l'angle de la zoonose***

La prise en compte des zoonoses s'est manifestée dès la phase de déclenchement, à travers la conception des outils de sensibilisation et plus particulièrement l'utilisation de trois outils-clés adaptés.

### ***Matériel de déclenchement***

Dans les déclenchements traditionnels, deux couleurs sont généralement utilisées :

- Jaune : pour indiquer les lieux de défécation à l'air libre dans le village, généralement acceptés sans gêne par les résidents.

- Rouge : pour marquer les lieux de défécation d'urgence (pluie, maladie, nuit, enfants, personnes âgées, etc.).

Dans ce projet, une troisième couleur — le noir — a été introduite pour marquer la présence des déjections animales, dans le but de mettre en évidence les risques zoonotiques associés.

### **Cartographie**

Lors de l'exercice de cartographie communautaire, les emplacements des zones de défécation à l'air libre (en situation normale et d'urgence) ont été identifiés. De même, les zones contenant des excréments d'animaux (moutons, bovins, volailles, etc.) ont été localisées et représentées sur la carte sociale du village.

Cette démarche visait à illustrer l'ampleur du phénomène et les risques de contamination croisée entre humains et animaux.

L'objectif était de recouvrir autant que possible la carte pour provoquer une prise de conscience collective accrue sur les enjeux sanitaires liés à ces pratiques.



*Photo 7 et 8 : Matérialisation de l'ocre noir pour les déjections des animaux domestiques lors des déclenchements*

### **Marche transversale de la honte**

Au cours de la marche de la honte, une attention particulière est portée aux concessions abritant des animaux domestiques sans enclos ni séparation claire avec l'espace de vie des familles.

Des questions ciblées sont posées aux membres du ménage sur les risques sanitaires associés à cette cohabitation non maîtrisée entre humains et animaux. Ces exemples concrets, observés sur place, servent de témoignages vécus et renforcent l'effet de sensibilisation au sein de la communauté.

### **Le test nourriture-excréments et test du verre d'eau**

Les tests "nourriture-excréments" et "verre d'eau" sont des outils puissants de déclenchement qui ont un fort impact émotionnel et pédagogique. Des excréments humains et des déjections animales sont collectés séparément dans des sacs noirs lors

de la visite environnementale, puis conservés à proximité du lieu de l'exercice de déclenchement.

Le facilitateur principal simule ensuite une sensation de faim. Un repas spécialement préparé pour l'événement est présenté au groupe afin que l'animateur, accompagné de quelques membres de la communauté, puisse reprendre des forces. De l'eau potable leur est également proposée.

Pendant que les convives mangent, les différents échantillons d'excréments et de déjections sont déposés à proximité du repas et exposés de manière visible à l'ensemble de l'auditoire.

La scène des mouches allant et venant entre les excréments et la nourriture illustre de façon frappante les dangers réels d'une pratique pourtant banale dans le village.

Une brindille est ensuite utilisée pour toucher successivement les excréments, les déjections animales, puis un verre d'eau déjà entamé par les convives. Ce repas et cette eau sont alors proposés à la consommation. Les participants refusent catégoriquement de terminer leur assiette, jugeant la nourriture contaminée par les mouches.

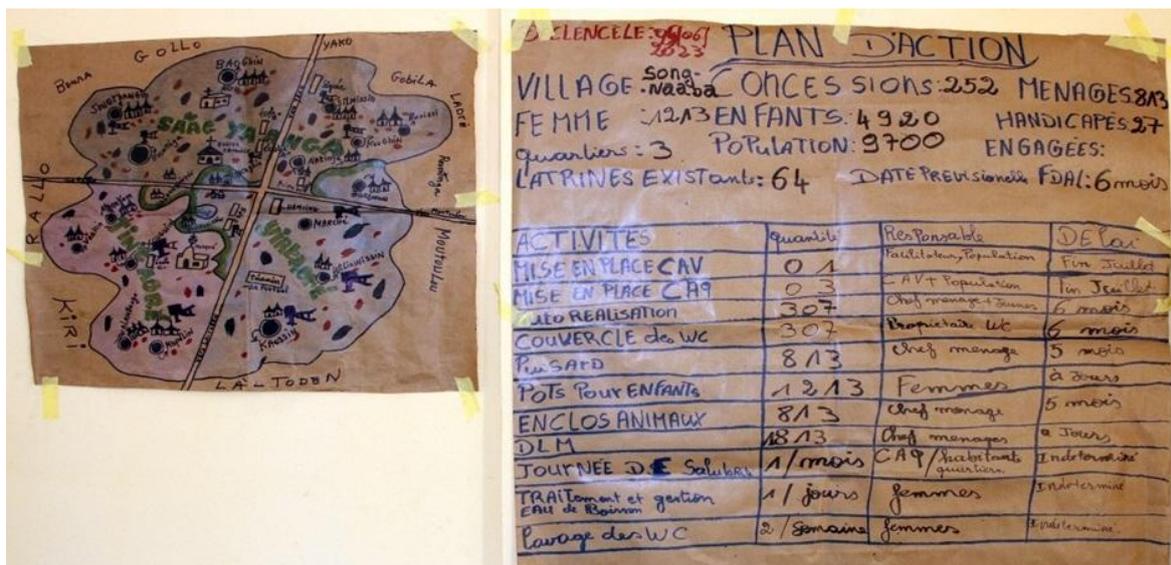
De même, l'eau est rejetée, car perçue comme souillée par les excréments, malgré l'absence de contact direct.

Ces réactions démontrent l'efficacité du dispositif pour déclencher une prise de conscience profonde sur les risques liés à la mauvaise gestion des excréta humains et animaux.

### ***Plans d'actions communautaires et zoonose***

À la suite des engagements formulés en fin de déclenchement, la communauté élabore un plan d'action communautaire visant à répondre aux préoccupations soulevées.

Ce plan inclut également des activités spécifiques liées à la prévention des zoonoses, notamment la construction d'enclos pour les animaux domestiques dans les ménages concernés, afin de réduire les risques de cohabitation malsaine et de contamination croisée.



**Photo 9 :** Restitution des plans d'action communautaire avec une réalisation 813 enclos pour les animaux à Song-Naaba (Village Burkina Faso)

Afin d'accompagner les ménages dans la mise en œuvre de leurs plans d'action en matière d'assainissement de base, l'équipe de terrain a travaillé en étroite collaboration avec les communautés. Des visites à domicile ont été réalisées pour toucher l'ensemble des ménages dans les villages d'intervention. L'objectif principal de ces initiatives était de permettre aux familles de construire leurs propres ouvrages d'assainissement de base.

Les Comités d'assainissement de village ou de quartier (CAV/Q) ont joué un rôle clé dans le suivi actif de la mise en œuvre des plans d'action, afin d'accélérer la réalisation d'infrastructures d'assainissement communautaires. Grâce au dynamisme de l'équipe terrain et à ces efforts conjoints, un suivi rapproché a été assuré.

Les actions menées comprenaient notamment :

- Le suivi des ménages engagés dans la construction de latrines, de puisards et d'enclos pour animaux ;
- La sensibilisation des communautés à l'usage et à l'entretien des latrines ;
- La sensibilisation sur la gestion des déjections animales et leur impact sur le cadre de vie ;
- La mise à jour des cartes sociales des villages avec les comités CAV/Q ;
- L'éducation des populations sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement ;
- Des rencontres avec les leaders communautaires pour solliciter leur soutien aux ménages et encourager leur appui aux actions des membres CAV/Q dans les différents quartiers.

### ***Acquis de la mise en œuvre de l'approche ATPC / ZONOSE***

Les activités menées dans le cadre de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) intégrant la dimension Zoonoses ont permis aux communautés de prendre conscience des conséquences sanitaires de la cohabitation entre humains et animaux.

Cela a entraîné des changements concrets, notamment la construction d'enclos pour animaux avec l'appui des membres CAV/Q. Toutes les communautés des villages d'intervention ont été sensibilisées à la gestion adéquate des animaux, notamment à travers la construction d'abris dédiés. Des hommes et des femmes ont été formés à la gestion des déjections animales.

Désormais, les éleveurs communautaires utilisent des enclos pour limiter la dispersion des déjections animales dans les espaces de vie.

Par ailleurs, les membres des CAV/Q, les chefs traditionnels, les leaders religieux et l'équipe de terrain de GRAD-A ont renforcé la fréquence des séances de sensibilisation, ce qui a permis d'observer les évolutions suivantes :

- Le nettoyage régulier des concessions par les membres des ménages ;
- L'entretien systématique des enclos à animaux ;
- Le renforcement des mesures d'hygiène, prenant en compte les risques liés aux déjections animales ;
- Une prise de conscience réelle des dangers liés à l'absence de séparation entre les espaces de vie humains et les animaux.

### **EXPERIENCE 3 : Approche WaSH « Village Propre et productif**

#### ***Contexte du programme***

Le cadre du Village Propre et Productif (VPP) propose une vision intégrée de l'assainissement rural, visant à la fois une meilleure gestion des risques sanitaires et une valorisation systématique des ressources issues des déchets, telles que l'eau, la matière organique et les nutriments agricoles. Le modèle VPP repose sur deux axes :

- L'axe « **Propre** », qui concerne la réduction des risques sanitaires ;
- L'axe « **Productif** », qui porte sur la valorisation des ressources issues des déchets.

Chaque axe comporte des étapes d'évolution communautaire, permettant aux villages d'atteindre un statut optimal dans les deux domaines, en assurant une gestion efficace des risques et des ressources au niveau des ménages et de la communauté. Pour concrétiser cette vision, plusieurs approches et outils peuvent être mobilisés :

- L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC),
- Les outils PHAST (Participatory Hygiene and Sanitation Transformation),

- Le développement de technologies appropriées,
- Des techniques de valorisation des déchets,
- Des principes organisationnels et de gouvernance,
- L'installation de champs-écoles ou sites de démonstration, etc.

En milieu rural burkinabè, les interventions en matière d'hygiène et d'assainissement sont majoritairement centrées sur la gestion des excréta humains (selles et urine), notamment à travers la promotion de la construction et de l'utilisation des latrines, et le lavage des mains aux moments critiques, conformément à l'approche ATPC.

Cependant, de plus en plus de recherches soulignent la nécessité d'élargir cette approche à un ensemble plus large de risques de contamination locaux, afin d'avoir un impact significatif sur la santé en milieu rural (Ercumen et al., 2017 ; Vila-Guilera et al., 2021). Cela implique notamment de réduire l'exposition aux excréments d'animaux, et d'améliorer les pratiques d'hygiène alimentaire et de gestion de l'eau (OMS, 2018).

Parallèlement, l'approche dite de « l'assainissement productif » peut renforcer considérablement la production agricole et la durabilité environnementale, à condition que les flux de déchets domestiques et communautaires contenant des fertilisants, de la matière organique ou de l'eau soient réutilisés de manière sûre et efficiente.

Dans l'objectif d'accompagner le gouvernement burkinabè dans la gestion des risques et ressources liés aux déchets en milieu rural, l'Institut International de l'Environnement de Stockholm (SEI) a développé les grandes lignes du cadre VPP. Ce cadre vise à promouvoir l'hygiène et l'assainissement tout en encourageant la réutilisation sécurisée des ressources contenues dans les flux de déchets locaux (Dagerskog & Dickin, 2019).

Entre 2020 et 2023, ce cadre a été opérationnalisé pour la première fois au Burkina Faso grâce à un partenariat entre WaterAid-BF, Eau Vive Internationale (EVI) et le SEI.

Le concept de « Village Propre et Productif » constitue ainsi un cadre structurant pour la mise en œuvre de l'assainissement productif en milieu rural, dans l'objectif d'améliorer à la fois la santé des populations et la productivité agricole.

Une fois l'accès de base à l'assainissement et à l'hygiène assuré — par exemple via l'approche ATPC — les ambitions du cadre VPP sont élevées à un niveau supérieur, en élargissant les interventions aux risques de contamination peu pris en compte et en encourageant la réutilisation sécurisée des déchets et résidus locaux : excréta humains et animaux, déchets organiques, cendres, eaux usées, etc.

Au Burkina Faso, une expérimentation initiale dans trois communautés a permis de développer plusieurs outils facilitant la mise en œuvre du cadre VPP.

### **Zone d'intervention**

L'opérationnalisation du modèle VPP s'inscrit dans une dynamique de recherche-action, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les régions du Centre-Sud, du Centre-Nord et du Nord.

L'intervention a couvert six villages, soit deux villages par région, dont un village pilote par région.

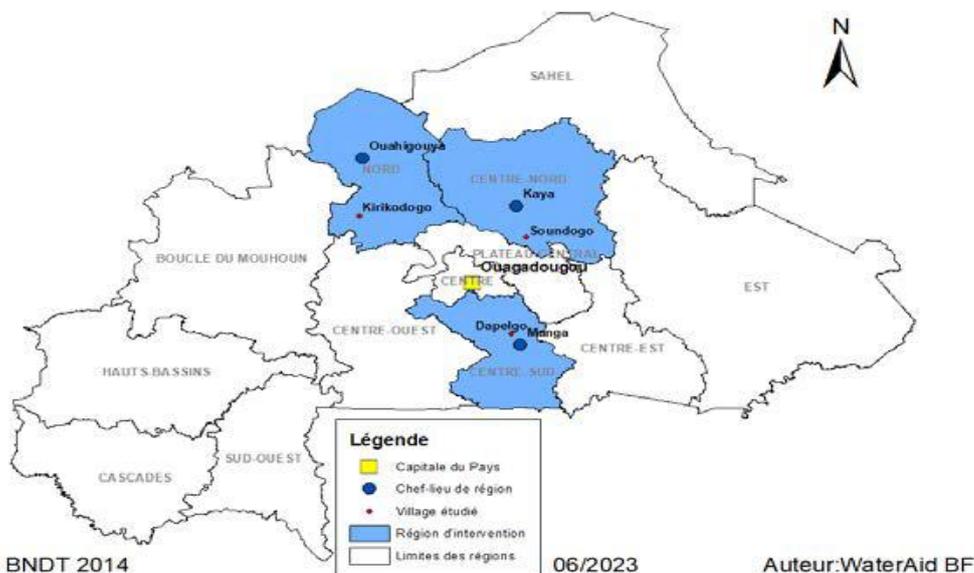
Le Tableau 1 présente les villages sélectionnés selon leur région.

**Tableau 1 : Liste des villages retenus**

<b>Régions</b>	<b>Communes</b>	<b>Villages</b>	<b>Type</b>
<b>Centre-Nord</b>	Korsimoro	Soundogo	Pilote
	Ziga	Douré	Témoin
<b>Centre-Sud</b>	Bindé	Dapélogo	Pilote
	Guiba	Kougbagha	Témoin
<b>Nord</b>	Boussou	Kirikodogo	Pilote
	Bassi	Kennedo	Témoin

Les trois villages pilotes retenus pour la mise en œuvre du modèle VPP ont été sélectionnés en concertation avec les acteurs régionaux et communaux, selon plusieurs critères, notamment la taille de la population, l'accessibilité du village, la participation préalable aux activités du programme « École Bleue » mis en œuvre par WaterAid-BF ainsi que d'autres considérations logistiques ou programmatiques.

Quant aux villages témoins, ils ont été sélectionnés en fonction de leur similarité avec les villages d'intervention, notamment en ce qui concerne la taille démographique, les caractéristiques culturelles, et le contexte environnemental. Une attention particulière a été portée à la distance géographique entre les villages témoins et les villages VPP, afin d'éviter tout effet de contamination entre les communautés, c'est-à-dire empêcher que les villages témoins n'adoptent par mimétisme certaines pratiques observées dans les villages pilotes.



**Carte 2:** Zone d'intervention du projet VPP

### **Description et étapes de l'approche WASH utilisée**

L'élimination de la défécation à l'air libre (FDAL) à l'échelle du village, par le biais de l'approche d'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), constitue une étape fondamentale des politiques et pratiques d'assainissement dans de nombreux pays, dont le Burkina Faso. Le cadre VPP (Village Propre et Productif) recommande de satisfaire à cette première étape pour obtenir le statut FDAL, car elle permet de réduire significativement l'exposition aux matières fécales et le risque de transmission d'agents pathogènes. Elle contribue également à renforcer la cohésion sociale et l'engagement communautaire en faveur de l'assainissement.

Le second niveau du cadre VPP comporte deux axes complémentaires (Figure 1) :

1. **Le Volet « Propre »** qui vise à réduire davantage les risques sanitaires liés à l'assainissement, notamment par La gestion des boues fécales, le traitement des déjections animales, la gestion des déchets organiques et solides, le traitement des eaux grises (eaux ménagères usées) et la manipulation hygiénique des aliments et de l'eau potable.

Il s'inspire de l'approche progressive du développement de l'assainissement rural adoptée aux Philippines (DoH, 2019 ; Robinson & Gnilo, 2016). Dans cette optique, plusieurs outils sont mobilisés pour sensibiliser les communautés aux enjeux sanitaires liés à leur environnement. Le volet « Propre » s'appuie sur des méthodes participatives pour identifier les flux de déchets présents dans le contexte local et définir les solutions les plus adaptées pour réduire les risques et valoriser les ressources disponibles.

- **Le Volet « Productif »** vise à promouvoir la réutilisation sécurisée des déchets générés au niveau domestique ou communautaire, notamment ceux riches en éléments fertilisants (azote - N, phosphore - P, potassium - K), en matière organique ou en eau. Dans les contextes ruraux, cela implique la valorisation des excréta humains et animaux (urine et fèces), l'utilisation des eaux grises, de la cendre de bois, et d'autres résidus organiques agricoles.

La mise en œuvre de ce volet accorde une place centrale à l'engagement communautaire et à la responsabilisation locale, afin d'assurer la pérennité des pratiques de d'assainissement productive, bénéfiques à la fois pour la santé et l'agriculture durable.



Figure 1: Aperçu du cadre de référence du VPP

### Outils de mise en œuvre

Le tableau 3 ci-dessous présente les différents outils participatifs utilisés pour le diagnostic, la sensibilisation et le renforcement des capacités, dans le cadre des volets "propre" et "productif" de l'approche VPP.

Tableau 2 : Outils participatifs utilisés dans la phase pilote pour la mise en œuvre de l'approche VPP

Volet	Outil participatif	Description des objectifs et de l'outil
Productif	Cartographie des Flux de Ressources (FDR) <sup>14</sup>	<b>Diagnostic/sensibilisation :</b> Le FDR permet de visualiser le système agricole ainsi que la gestion des différents rejets « naturels » générés au niveau ménage. La carte produit aide à identifier les

<sup>14</sup> Les instructions et les images utilisées pour cet outil sont disponibles dans Dagerskog (2023). <https://www.sei.org/publications/exercice-flux-des-ressources-guide/>

		faiblesses dans le système et de discuter sur les améliorations possibles.
	Calcul de l'engrais des excreta	<b>Sensibilisation</b> : Des calculs sur la quantité de fertilisants (N, P, K) présent dans les urines et fèces d'un Burkinabè/d'un ménage/d'un village suscite des discussions sur la valeur monétaire potentielle des excreta humains et ses implications pour les familles et les communautés
	Cycle des excreta humains	<b>Sensibilisation/capacité</b> : Des images illustrent la chaîne d'assainissement, de la collecte à l'application, permettant aux participants de visualiser le circuit complet. Des discussions suivent sur la santé et la conservation des ressources à chaque étape.
	Champs-école des producteurs	<b>Capacité</b> : Un groupe d'agriculteurs intéressés apprend à appliquer en toute sécurité de l'urine et des matières fécales hygiénisées, et évalue l'impact sur la production agricole dans un champ de démonstration, souvent sous la direction d'un agent de vulgarisation agricole
<b>Propre</b>	Évaluation rapide des risques de l'Assainissement (ERRA)	<b>Diagnostic</b> : Les cartes illustrent les pratiques d'hygiène et d'assainissement, depuis les pratiques dangereuses jusqu'aux pratiques sûres dans différentes situations à risque.
	Trois piles de cartes assorties	<b>Sensibilisation/capacité</b> : Les participants utilisent trois cartes (pas sûr/plutôt sûr/sûr) pour classifier différentes situations à risque.
	Voies de transmission des excréments humains	<b>Sensibilisation/capacité</b> : Les participants utilisent des cartes illustrées pour cartographier les voies fécales- orales de transmission des excréments humains.
	Voies de transmission des déjections animales	<b>Sensibilisation/capacité</b> : Les participants utilisent des cartes illustrées pour cartographier les voies fécales-orales de transmission des déjections animales.

### Identification des différents déchets et leur gestion actuelle dans la communauté

**Cette étape utilise l'outil de Cartographie des Flux de Ressources (FdR).** À l'aide d'images préconçues, les participant-e-s identifient les différents types d'animaux présents dans le village (chèvres, moutons, bovins, volailles, etc.). Cet outil permet une évaluation participative de la gestion des divers flux de déchets dits « naturels » au niveau des ménages. Ces flux sont des sous-produits générés par la préparation, l'utilisation et

la consommation de ressources naturelles introduites dans le foyer, telles que les aliments, les aliments pour animaux, le bois de chauffe, les matériaux de construction ou encore l'eau.

À travers des illustrations visuelles et des discussions guidées, l'objectif est d'amener les participant-e-s à reconnaître que ces différents flux de déchets domestiques naturels contiennent des ressources valorisables pour renforcer la durabilité de l'agriculture. Les participant-e-s identifient alors les points forts et les faiblesses de leur système actuel, ainsi que des pistes de solutions. Ils partagent également leurs perceptions sur la valeur et les risques associés à ces déchets.

Les résultats de cet exercice fournissent des éléments essentiels pour orienter et adapter le contenu ainsi que la mise en œuvre du **volet « Productif »** dans le cadre de l'approche « **Village Propre et Productif (VPP)** ».



*Photo 10 et 11 : Session de cartographie des flux des ressources (Photo : Danièle Sebgo)*

### **Évaluation rapide des risques de l'Assainissement (ERRA)**

Cette étape diagnostique vise à évaluer la situation hygiénique du village à l'aide de cartes illustrées présentées en groupes de discussion. Les cartes représentent des pratiques d'hygiène et d'assainissement, allant de comportements dangereux à des comportements sûrs, dans différentes situations à risque. Les participants estiment la proportion de ménages adoptant chacune de ces pratiques. Les résultats permettent d'identifier les principaux risques locaux et d'orienter les interventions.

L'outil ERRA a pour objectif d'évaluer les risques sanitaires locaux liés aux voies environnementales, en mettant l'accent sur l'assainissement, l'eau et la gestion des excréta. En pratique, des groupes de discussion de 8 à 10 participants issus de la même communauté sont constitués. Chaque session dure environ 1 h 30.

L'outil permet un diagnostic rapide, adapté aux recherches exploratoires ou formatives, à l'établissement d'une situation de référence pour les programmes ou à l'évaluation d'initiatives en cours. **Deux résultats clés** sont attendus :

1. **La perception des risques sanitaires** dans le milieu local selon les participants au focus group ainsi que leur avis sur les risques les plus importants parmi ceux qu'ils ont identifiés.
2. **La situation actuelle des risques** est – une vision partagée des vulnérabilités et des risques réels dans la communauté.

### **Mise en œuvre pratique**

Les participants disposent de **petits cailloux** (ou jetons) pour représenter des proportions. Pour chaque scénario illustré (risque faible / moyen / élevé), ils distribuent **10 cailloux** selon la fréquence d'observation dans les ménages du village.

Par exemple, deux (2) cailloux placés sur le pictogramme illustrant le risque élevé implique qu'environ 20% des ménages du village ont des conditions de risque élevé pour cet indicateur. Une fois que les participants ont évalué tous les indicateurs, une note globale ainsi qu'une note pour chaque catégorie d'indicateurs est déterminée.

À la fin, on calcule un **score global** et des **scores par catégorie d'indicateurs**, formant une « carte de score » qui met en évidence les domaines nécessitant une attention particulière.

### **Classification des situations à risque**

Les participants utilisent trois cartes (dangereux / moyennement sûr / sûr) pour classer les différentes situations observées. Une discussion suit pour expliquer les choix et définir ce qui caractérise de bonnes pratiques d'hygiène et un environnement propre.

### **Identification des voies de contamination par les excréta humains et les déjections animales**

Dans le cadre de cette initiative, l'outil d'identification des voies de contamination est une adaptation de l'activité sur les voies de transmission. Il met l'accent sur les maladies transmissibles par les excréments animaux et souligne l'importance d'une gestion adéquate des déchets. L'outil a été développé par CAWST, et les images (<https://tinyurl.com/bpeuvejm>) ainsi que les instructions (<https://tinyurl.com/v79up6u2>) sont disponibles. L'outil aide à cartographier les différentes voies de transmission et les mesures de contrôle permettant de les interrompre. Et les participants utilisent des cartes illustrées pour visualiser la chaîne de transmission fécale-orale et discutent des actions d'assainissement et d'hygiène permettant de la rompre.

A ce stade les participants utilisent des cartes illustrées pour cartographier les voies fécales-orales de transmission des excréments humains. Des discussions s'ensuivent sur comment interrompre ces voies de transmission grâce à des mesures d'assainissement et d'hygiène.

## Étapes Suivies Lors du Travail en Groupe

- Imprimer et découper les cartes avant le début de l'activité. Ces cartes représentent les activités locales ainsi que les types de bétail élevés dans le village (ex. : porcs, vaches, chèvres, volailles).
- Introduire le thème en commençant par des images montrant des excréments d'animaux et un enfant.
- Expliquer que les agents pathogènes contenus dans les excréments peuvent atteindre les enfants de plusieurs façons. La transmission n'est pas uniquement orale : elle peut également toucher d'autres parties du corps, comme les voies respiratoires ou les pieds (notamment dans le cas des helminthiases transmises par le sol).
- Diviser les participants en petits groupes de 3 à 5 personnes. Distribuer à chaque groupe des cartes vierges et des flèches. Expliquer que leur tâche est de créer le plus grand nombre possible de voies de transmission, en illustrant comment les pathogènes passent des excréments animaux aux enfants.
- Une fois les schémas terminés, chaque groupe est invité à présenter son travail aux autres et à expliquer les chemins de contamination identifiés. Un temps d'échange est prévu pour les questions et discussions.
- Comparer les points communs et différences entre les différents schémas. Encourager les participants à expliquer pourquoi ils ont agencé les images de cette manière, et s'assurer que tout le monde comprend ce qu'est une voie de transmission.
- Faciliter une discussion permettant aux participants d'appliquer ces connaissances à leur propre environnement.
- Identifier collectivement :
  - Les **voies de transmission** présentes dans la communauté ;
  - Les **zones à risque** et les comportements qui exposent les personnes à l'infection.
- Demander aux participants d'identifier les pratiques qui permettent de bloquer les voies de transmission. Distribuer alors les cartes orange, représentant les barrières sanitaires.



Photo 12 : Préstet de l'outil «Voies de contamination liées aux excréments d'animaux suivi d'une session de sensibilisation (Photo : Danièle Sebgo)

- Expliquer que ces cartes doivent être utilisées pour interrompre les chaînes de transmission. Fournir également du papier et des stylos afin que les groupes puissent créer d'autres barrières si nécessaire.
- Une fois les nouveaux schémas réalisés, chaque groupe présente et commente son travail devant les autres. Un temps d'échange est prévu.
- Mener une discussion sur les différentes façons d'empêcher la transmission des pathogènes issus des excréments animaux, en les comparant aux pratiques de prévention pour les excréta humains. Poser la question : des pratiques supplémentaires ont-elles été identifiées et non représentées dans les cartes orange ? Par exemple :
  - Traitement de l'eau pour la rendre potable ;
  - Lavage des mains au savon ;
  - Lavage des légumes avec de l'eau potable ;
  - Protection des aliments et de l'eau contre les animaux et les mouches ;
  - Mise en enclos ou attache des animaux ;
  - Clôture des potagers pour empêcher l'accès aux animaux ;
  - Port de chaussures pour prévenir les infections transmises par le sol ;
  - Évacuation et gestion sécurisée des excréments.
- Résumer les enseignements en expliquant que la meilleure stratégie est de prévenir l'introduction des excréments animaux dans l'environnement, ce qui réduit les besoins en traitement de l'eau, en sécurisation des aliments ou en lutte contre les mouches.
- Insister sur l'importance de la gestion des déchets animaux et du lavage des mains avec du savon.
- Enfin, demander aux participants de citer les maladies locales liées aux excréta animaux, et d'identifier les bonnes pratiques de prévention permettant d'éviter leur transmission.

### **Expériences, contraintes et besoins des bénéficiaires sur les interventions WaSH intégrant les zoonoses**

Dans les sections précédentes, la revue documentaire a permis d'analyser les politiques et stratégies WaSH en lien avec les zoonoses, tout en partageant des retours d'expérience issus d'initiatives WaSH visant à réduire les risques de transmission des maladies zoonotiques au Burkina Faso. La présente section s'attarde non seulement sur les expériences vécues par les bénéficiaires lors de la mise en œuvre de ces interventions, mais aussi sur les difficultés rencontrées et, surtout, sur les besoins exprimés par les bénéficiaires pour favoriser l'adoption durable des bonnes pratiques promues.

#### **Zone d'étude et population cible**

Une approche qualitative, basée sur la technique des focus groups, a été utilisée pour recueillir les perceptions, les expériences, les contraintes, ainsi que les besoins des

bénéficiaires en lien avec l'adoption des bonnes pratiques promues dans les villages ayant bénéficié d'interventions WaSH dans le cadre du programme SELEVER.

Six localités ont été sélectionnées de manière raisonnée, en tenant compte **de leur accessibilité et, surtout, des considérations sécuritaires**. Il s'agit des villages de **Kolbila, Lilbouré et Saria** dans la région du Nord, et des villages de **Godé, Goumogo et Kamsé** dans la région du Centre-Ouest.

Dans chaque village, **deux focus groups** ont été organisés : l'un avec des femmes, l'autre avec des hommes. Au total, **135 personnes** ont participé aux discussions, dont **68 femmes et 67 hommes**.

Le **fort taux de participation** observé témoigne de l'intérêt manifeste des participants pour les questions d'hygiène et d'assainissement, notamment en ce qui concerne **la gestion des déchets animaux et l'hygiène dans les pratiques d'élevage**. Les échanges ont été francs et ouverts, et la diversité des points de vue exprimés a permis de faire ressortir une large gamme de sensibilités sur chacune des thématiques abordées.

## **Expériences WaSH dans les villages**

### ***Avant les interventions WaSH***

Avant la mise en œuvre des interventions WaSH, les conditions d'hygiène dans les villages étaient déplorables, exposant les habitants à de nombreuses maladies. Les participants ont unanimement reconnu que leur environnement de vie était extrêmement insalubre avant l'introduction des programmes WaSH. Tant les abords des habitations que les espaces publics servaient de lieux de défécation à l'air libre, en raison de l'absence de latrines dans les ménages et dans les lieux publics.

Les extraits suivants, issus des discussions de groupes focaux, illustrent clairement la situation qui prévalait avant les interventions :

*« Nos soucis majeurs en matière d'assainissement, étaient les trous causés par les eaux d'écoulement de nos douches qui coulent jusqu'aux rivières et les polluaient et aussi le manque de toilettes dans les ménages qui conduisaient à la défécation à l'air libre »* In FGF Goumogo.

*« Avant le programme WASH dans notre village, la population déféquait à l'air libre, l'air ambiant était nauséabond, les eaux usées ruisselaient partout. Les eaux usées et les animaux en divagation polluaient les rivières par manque de sensibilisation et par ignorance, nous consommions cette eau par ce que nous l'estimions potable et beaucoup de gens tombaient malades. Nous manquions de toilettes et aussi de pots pour les enfants qui déféquaient partout dans les rues »* In FGF Kamsé.

*« Avant nous déféquions dans les buissons par manque de latrine, et les odeurs de nos propres excréments nous dérangaient énormément. Le manque de puits perdu, permettaient aux porcs de créer des flaques d'eaux derrière nos douches, ce qui*

*entraînaient la prolifération des moustiques. Cette insalubrité était la cause de certaines maladies tels que le paludisme et le choléra » in FGH Kamsé.*

*« Avant nous faisons nos besoins dans les buissons car nous n'avions pas de latrines et nos enfants chiaient partout et n'importe comment par manque de connaissance de l'utilisation des pots » in FGF Koulbila.*

En l'absence de fosses septiques, les eaux usées provenant des douches s'écoulaient directement sur le sol, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des habitations. Les animaux piétinaient souvent dans ces eaux stagnantes, provoquant de mauvaises odeurs et favorisant la prolifération des moustiques. Par ailleurs, l'environnement domestique était peu hygiénique : les aliments et l'eau potable n'étaient pas protégés. Les mouches transportaient des matières fécales jusqu'aux repas, entraînant de fréquentes maladies gastro-intestinales, notamment des diarrhées récurrentes chez les enfants. La multiplication des gîtes larvaires augmentait aussi les cas de paludisme.

En ce qui concerne l'hygiène liée à l'élevage, les témoignages révèlent que les animaux circulaient librement dans les concessions, et leurs déjections étaient éparpillées un peu partout. Les familles dépensaient des sommes importantes pour soigner les enfants, régulièrement malades à cause de ces conditions insalubres — notamment après avoir ingéré des fientes de volaille ou consommé des aliments et de l'eau souillés par les mouches.

Sur la question spécifique de l'hygiène liée à l'élevage, certains participants ont affirmé :

*« Nos cours étaient inondées d'ordures, et d'excréments d'animaux. Nous ne balayions pas nos cours pour se débarrasser des excréments d'animaux, nos eaux de boissons n'étaient pas protégées, nos ustensiles de cuisine n'étaient pas propres. Nous n'avions pas d'enclos pour nos animaux et nous cohabitons avec eux » In FGF Koulbila.*

*« Avant l'arrivée du programme, nous cohabitons avec les animaux, les animaux avaient accès à nos lieux de cuisine et plongeait même leurs bouches dans les eaux de boissons. Il arrivait même des moments qu'au moindre manque d'attention des parents, ils plongent leurs bouches dans le repas des plus petits. Avant, nos animaux vivaient avec nous à l'intérieur de nos concessions, nous ne savions pas que beaucoup de maladies étaient liées à notre cohabitation avec nos animaux à l'intérieur de la cour » In FGH Saria.*

*« Les odeurs nauséabondes étaient senties partout dans les villages aux désarrois des habitants. Les porcs nageaient dans les flaques d'eaux créées par les eaux des toilettes. Ces points d'eaux étaient des nids de moustiques » et d'ajouter » In FGH Kamsé.*

### **Après les interventions WASH dans les villages**

Les six villages visités ont tous déclaré avoir bénéficié de programmes de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement (WaSH), avec des impacts variables. Alors que certains villages ont montré des signes de réussite et d'adoption complète des bonnes pratiques, d'autres ont souffert d'un manque de formation adéquate et de suivi. Les activités mises en œuvre ciblaient l'ensemble de la communauté, impliquant hommes et femmes, personnes âgées, jeunes et enfants. Tous ont joué un rôle actif dans le processus de

déclenchement, à travers l'approche de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), qui intégrait des messages sur la gestion des excréta humains et animaux.

L'état de l'environnement de vie a été illustré collectivement (voir photos ci-dessus). L'exercice participatif de cartographie a permis de sensibiliser la communauté à l'insalubrité de leur cadre de vie et à la nécessité de changer de comportement. Un participant à la session de déclenchement a partagé son expérience personnelle et les principaux enseignements qu'il en a tirés :

*« Notre expérience avec les programmes WaSH a commencé par une demande de l'équipe en charge du programme qui a tenu à rencontrer les habitants de Koulbila. Nous avons donc invité toute la population à un rassemblement qui a connu une forte mobilisation de tous. Les autorités, les hommes et femmes, jeunes vieux et enfants, nous sommes sortis au nombre d'au moins 400 personnes. Avant tout propos, l'équipe a matérialisé sur le terrain la carte de notre village. Ils ont décrit nos maisons, nos lieux de causerie, nos lieux d'aisance, nos sources d'eau de boisson. A l'observation, nous avons constaté une proximité entre nos maisons et les endroits de défécation à l'air libre et les excréta des animaux. Nous avons vu que cette image n'était pas belle. Il y avait des selles et des excréta partout dans la communauté et les poules allaient et venaient entre les selles, les excréta et les aliments dans les ménages. Nous avons trouvé cela très insalubre. Pour mettre fin à cela, ils nous ont recommandé de prendre l'habitude de protéger nos sources d'eau et nos récipients d'eaux de boisson des animaux, de bien nettoyer nos maisons et de drainer nos eaux usées qui s'écoulent des douches vers des puits perdus et de construire des toilettes pour nos besoins. Nous avons été inquiétés des coûts de construction des toilettes mais ils nous ont rassurés qu'avec de la détermination, nous pouvons réaliser des toilettes à moindre coût voire sans frais en seulement 3 mois. Aucun de nous ne s'estimait capable mais au résultat, nous nous sommes bien rendu compte que cela était à notre portée. Certains ont pu couvrir leur toilette avec des dalles mais d'autres l'on couverte avec des bois et de la terre battue » in FGH Koulbila.*

### **Prise de conscience et amélioration du cadre de vie**

Les messages transmis et les comportements promus par les programmes WaSH portaient principalement sur les risques sanitaires liés à la défécation à l'air libre, la construction et l'utilisation de latrines, les dangers liés à la cohabitation avec les animaux, la nécessité de séparer les animaux des habitations humaines en construisant des enclos, la protection et la purification de l'eau, l'hygiène alimentaire, le nettoyage régulier des espaces de vie, le lavage des mains au savon aux moments clés, l'utilisation de pots de défécation pour les enfants, ainsi que la gestion des déjections animales.

Pour les participants aux groupes de discussion, l'adoption des pratiques promues par les programmes WaSH a permis d'améliorer considérablement leur cadre de vie. Le renforcement des connaissances et l'impact de cette sensibilisation sont clairement perceptibles à travers ces témoignages recueillis dans différents groupes de discussion :

*« Depuis le programme WASH, l'environnement est bien assaini, il n'y a même plus du tout de moustiques et aussi moins de maladies. La communauté de Kamsé vit mieux, les douches sont plus propres. On peut, si on le veut, même prendre son repas à côté sans être dérangé par aucune odeur. Les enfants disposent maintenant de pots pour leurs selles, nous lavons nos canaris ainsi que les bidons d'eau ; tout est propre »* In FGF Kamsé.

*« On nous a recommandé de toujours garder nos maisons propres, parce que le paludisme est aggravé par l'insalubrité, car c'est parce que nous ne nettoyons pas nos concessions que les moustiques ont des gîtes pour se développer. On nous a recommandé d'avoir des espaces de lavage des plats, des marmites et des vêtements dans nos maisons, de ne pas laisser l'eau stagnée. Nous devons protéger nos sources d'eau, nous devons laver la pompe (forage) au moins une fois par semaine et ne pas faire la lessive près de la pompe. Tous les ménages doivent disposer de latrines pour que les membres adultes et les enfants qui ont au moins 7 ans y fassent leurs selles et disposer de l'eau et du savon à proximité pour le lavage des mains aux sorties des toilettes. Pour éviter la défécation à l'air libre, les enfants de moins de 7 ans doivent utiliser des pots pour leurs besoins »* in FGF Goumogo.

*« Nous avons été sensibilisées pour le balayage des cours, le nettoyage des marmites, le lavage des pompes, le nettoyage des écoles »* In FGF Goumogo.

*« À l'issue des conseils, nous avons compris que les eaux sales (usées) sont vraiment sources de maladies. Les hommes se sont donc mobilisés pour boucher les trous causés par l'écoulement des eaux des douches et les femmes étaient très engagées dans le nettoyage. Les hommes ont creusé et construit des latrines ; ce qui a mis fin aux défécations à l'air libre. Maintenant les enfants utilisent les latrines et après réclament du savon pour laver leurs mains. Les plus jeunes enfants qui ne peuvent pas aller dans les toilettes utilisent des pots pour leurs besoins »* In FGF Goumogo.

Concernant l'hygiène animale, la population a bien assimilé les consignes données lors des séances de déclenchement, comme en témoignent les propos recueillis dans les différents groupes de discussion :

*« Nous avons compris que la cohabitation des hommes et des animaux dans les ménages est source de mauvaise hygiène et facteur de nombreuses maladies tel que le choléra, le paludisme, et certaines maladies diarrhéiques chez les enfants. Nous nettoyons régulièrement nos cours pour les débarrasser des déjections d'animaux et on essaie de construire des enclos »* in FGF Kamsé.

*« La cohabitation des membres du ménage avec leurs animaux favorise les contacts des bêtes avec les ustensiles de cuisine, avec l'eau de boisson et la nourriture. Et ce lien peut être source de contamination et de transmission des maladies aux membres du ménage. Les excréta des animaux déversés partout dans la concession sont causes d'insalubrité et vecteurs de maladies pour les membres du ménage, surtout les enfants en bas âge qui partagent souvent leur repas avec les animaux. Nous devons construire des enclos à l'écart de nos concessions pour nos animaux, nous devons aussi garder nos ustensiles*

*et nos aliments hors de la portée des animaux pour éviter la contamination » in FGF Kamsé.*

*« On nous a conseillé en matière d'élevage de garder nos animaux dans des enclos séparés de nos habitats car les excréta des animaux sont sources de maladies. Nous devons également nettoyer régulièrement les excréta pour éviter les mauvaises odeurs. » In FGF Goumogo.*

*« Ici à koulbila, nous pensons qu'il faut construire des enclos hors des concessions et clôturer de sorte qu'ils n'arrivent plus à sortir d'eux-mêmes. Ce n'est que dans ce cas que nous pourrions empêcher les animaux d'être en contact avec nos enfants » In FGF Koulbila.*

Lors des entretiens, les participants ont souligné que les programmes WaSH ont également favorisé la solidarité et l'entraide au sein des villages grâce à la mise en place de groupes de solidarité. Ces groupes ont été organisés et mobilisés pour améliorer l'assainissement, mettre fin à la défécation à l'air libre et prévenir les maladies zoonotiques. Des groupes d'épargne ont été constitués sur la base de contributions volontaires afin d'aider les ménages n'ayant pas les moyens de construire des latrines. Des initiatives de travaux collectifs ont également été lancées pour doter certains foyers d'infrastructures sanitaires. Les autorités locales ont souvent été sollicitées pour convaincre les personnes réticentes au changement. Comme l'a bien résumé un participant :

*« L'arrivée du programme WaSH a renforcé notre solidarité et favorisé des cadres de rencontres et de discussions sur les questions d'hygiène et d'assainissement et bien d'autres sujets qui ne sont pas en lien avec le WaSH. Ça a créé l'amitié et l'entraide au sein du village au grand bonheur des populations » in FGH Kamsé.*

Dans l'ensemble, les programmes WaSH ont considérablement amélioré le bien-être des communautés. La plupart des ménages ont construit des latrines, y compris ceux disposant de moyens limités, en utilisant du bois et de la boue. Les lieux publics comme les marchés et les écoles ont également été équipés d'infrastructures sanitaires et font l'objet de nettoyages réguliers. Les ménages ont adopté des mesures de prévention des maladies zoonotiques, notamment la séparation des animaux des espaces d'habitation, le maintien de la propreté, la protection des aliments et le lavage des mains aux moments critiques.

*« Avec les programmes WaSH, nous avons été sensibilisés à nettoyer nos maisons, à garder nos cours propres et les femmes ont véritablement adhérer à ces conseils. Et nous avons fait de notre mieux pour disposer de toilette pour nos besoins. Les eaux usées doivent être drainées vers des fosses remplies de cailloux sauvages pour éviter que les porcs n'en fassent des crevasses dans la rue en s'y baignant... » In FGH Koulbila*

Les programmes WaSH ont apporté de nombreux autres bénéfices, tels que la réduction des maladies, l'amélioration des conditions d'élevage et une plus grande disponibilité du compost pour l'agriculture. Comme l'ont souligné plusieurs participants :

*« Les programmes WaSH ont énormément profité à notre village sur le plan sanitaire ; notre centre de santé a enregistré moins de cas de paludisme cette année. » – FGF Libouré*

*« En gardant les animaux dans des enclos, nous maintenons la propreté, centralisons les déjections animales pour le compost, et réduisons les risques de vol. » – FGF Libouré*

*« Les pratiques WaSH ont généré de nombreux avantages. Nous utilisons désormais les déchets collectés pour fabriquer du compost destiné à nos champs, ce qui améliore nos rendements. De plus, nous ne consommons plus d'aliments contaminés car nous avons adopté l'usage de pots de défécation pour nos enfants. » – FGH Koulibila*

### **Prise en compte des aspects liés au genre dans les programmes WaSH**

Les femmes ont activement participé à diverses interventions WaSH. Le projet SELEVER, en particulier, était une initiative agricole sensible à la nutrition et au genre, visant à renforcer les capacités de production avicole. Cette intervention ciblait principalement les femmes et les enfants, en veillant à leur implication à chaque étape. Les témoignages suivants illustrent cet engagement :

*« Les programmes WaSH ont vraiment impliqué les femmes dans leurs activités. Le programme a été plus bénéfique pour les femmes. Grâce à ce programme nous avons été organisées en groupement ce qui a renforcé notre vivre ensemble, notre solidarité. Avant ce programme, nous pouvions faire un mois sans avoir des nouvelles les unes des autres. Mais actuellement, à la faveur des groupements constitués, nous tenons chaque semaine des réunions où nous échangeons et mutualisons [nos idées]. Le programme WaSH nous a aussi donné l'idée des cotisations au sein des groupements et les fonds constitués nous permettent de nous procurer des pots pour le enfants, de balais, du savon et cela a renforcé l'assainissement de notre communauté. Les fonds cotisés servent également à soutenir les membres dans le besoin » In FGF Goumogo.*

*« A Goumogo ici, les femmes sont les plus impliquées dans les questions d'hygiène et d'assainissement, nous diront même qu'elles sont au cœur du projet car c'est elles qui sont en première ligne. Elles participent à toutes les activités concernant le Wash, elles assistent aux formations et sensibilisations » in FGF Goumogo.*

### **Contraintes et difficultés de mise en œuvre des comportements promus**

Plusieurs contraintes ont été identifiées dans la mise en œuvre des comportements promus par les interventions WaSH. Les principaux obstacles relèvent de contraintes matérielles et du manque de sensibilisation chez certains membres de la communauté, en raison d'un déficit de formation et d'efforts de sensibilisation continue. Les contraintes matérielles découlent principalement de l'insuffisance de ressources financières pour se procurer les matériaux nécessaires à la construction des infrastructures d'assainissement (latrines, poulaillers, enclos pour animaux), tels que le ciment, le fer, les tôles pour les latrines ou encore les grillages pour les poulaillers. Les témoignages suivants illustrent les difficultés matérielles rencontrées par certains ménages :

*« Pour la réalisation des latrines, certains ménages ont manqué de moyens financiers pour l'achat de matériel tels que le ciment pour les dalles mais grâce à la solidarité et à la cohésion sociale, ils ont reçu le soutien des autres membres pour construire leur toilette. Nous avons aussi manqué de matériels pour creuser les toilettes » In FGF Goumogo.*

*« A Godé, le programme WaSH a manqué d'impact et n'a pas connu de succès parce que le démarrage des activités a commencé pendant le mois d'août en plein hivernage. La cellule instaurée n'avait pas vraiment l'attention de la communauté. Nous avons souvent eu à échanger avec des gens qui nous tournaient le dos pour aller à leurs travaux champêtres. La mobilisation était très difficile, dans certain quartier moins que d'autre. A Tanghin par exemple, la mobilisation a été bonne ; les gens sont vraiment sortis. Mais dans d'autres quartiers, le crieur public va annoncer le rassemblement mais à la date indiquée, personne ne sort. Mais comme c'était le temps des travaux champêtres, on ne peut en vouloir à personne. Après l'hivernage aussi, la responsable du programme n'est plus revenue dans notre village ce qui n'a pas encouragé la cellule à continuer les activités » In FGF Godé.*

*« Ce qui a mis à rude épreuve la mise en œuvre des conseils du programme WASH, c'est l'incompréhension de certains membres de la communauté qui n'ont pas compris la nécessité de l'assainissement, il est très difficile de les convaincre à suivre les recommandations » In FGF Goumogo.*

*« Les difficultés que nous éprouvions ont été atténuées par l'engagement des animatrices et les assistants du programme. Avec un suivi continu, elles nous ont aidé à résoudre les obstacles rencontrés. Comme c'étaient des réalisations jamais faites au paravent, tel que creuser les fosses des toilettes mais les animateurs ont eu le courage et sont même descendus dans les fosses et ont creusé les trous. Cela nous a galvanisé en ce sens que ce sont des gens comme nous et ils arrivent à faire cela ; pourquoi pas nous ? » In FGF Goumogo.*

*« Pour faciliter la mise en œuvre des conseils du programme WASH, il faut une formation continue des membres de la communauté. Cela va booster l'engagement communautaire pour l'assainissement du village ». In FGF Goumogo.*

*« Il nous faut un appui en matériels tel que des pioches, des pelles, des pots, des gants, des brouettes » In FGF Goumogo.*

Les contraintes et difficultés liées à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'hygiène pour les animaux sont principalement d'ordre financier et matériel. Cette préoccupation est largement reflétée dans les propos des participants lors des discussions de groupes :

*« Le fait que nous cohabitons avec nos animaux n'est pas une bonne chose car les animaux peuvent être des vecteurs de maladies. Il n'est pas conseillé de vivre à proximité des animaux mais tout est question de moyens financiers. Si les finances du ménage ne permettent pas de construire des enclos pour les animaux, il sera dans l'obligation de cohabiter avec eux ». In FGH Koulbila.*

*« Nous avons été formés sur la nécessité d’avoir des enclos séparés de nos concessions pour les animaux. La communauté a bien adhéré à ce principe et beaucoup de gens ont construit des maisons pour les petits ruminants et la volaille à Koulbila. Les enclos sont régulièrement débarrassés des excréta pour éviter les odeurs et les moustiques. La grande difficulté demeure les enclos pour les gros ruminants, nous ne disposons pas de grillage pour leur construction » In FGH koulbila.*

### **Besoins des bénéficiaires pour un changement de comportements promus**

Au cours des entretiens, les bénéficiaires ont exprimé leurs besoins pour mieux adopter les comportements promus par les interventions WaSH. Compte tenu des contraintes et défis précédemment évoqués, il ressort clairement que leurs besoins sont principalement d’ordre matériel et financier, mais aussi liés à un renforcement des connaissances sur le WaSH. Dans les six villages visités, les participants ont sollicité un appui pour l’acquisition d’outils d’assainissement tels que des pelles, brouettes, pioches, râteaux, machettes, ainsi que des matériaux de construction pour les enclos et les poulaillers, notamment du ciment, du grillage, des portes, des tôles et des fenêtres. Ils ont également souligné la nécessité de poursuivre les formations et campagnes de sensibilisation sur l’hygiène et l’assainissement, en insistant particulièrement sur l’hygiène animale. En effet, avec le temps, certains engagements communautaires ont commencé à s’essouffler, comme en témoignent les déclarations suivantes :

*« Notre cellule avait pris l’engagement de maintenir les lieux du CSPS et du marché propres mais cela nécessite un accompagnement en matériels tel que des brouettes, des charrettes, des pelles, des râteaux, des machettes, des cache-nez, si possible même des dossards (habits) distinctifs des membres responsabilisés » In FGF Godé.*

*« Pour faciliter la mise en œuvre des conseils du programme WASH, il faut une formation continue des membres de la communauté. Cela va booster l’engagement communautaire pour l’assainissement du village » In FGF Goumogo.*

*« Il nous faut un appui en matériels tel que des pioches, des pelles, des bottes, des gants, des brouettes » In FGF Goumogo.*

*« Nous sollicitons un soutien en matériel, du grillage pour faire les enclos pour nos animaux où ils seront à l’écart, loin de nos maisons » In FGH Kolbila.*

### **Expériences, contraintes et besoins des acteurs et des bénéficiaires**

Dans le cadre de l’atelier de restitution des résultats de capitalisation des expériences intégrées WaSH, visant à réduire les risques de contamination zoonotique et à améliorer la productivité agricole par l’utilisation des excréta humains et animaux comme fertilisants, les participants, répartis en deux groupes, ont été invités à réfléchir sur les contraintes rencontrées et les actions nécessaires. L’objectif était de faciliter l’adoption de pratiques intégrant les risques zoonotiques dans les interventions WaSH et de promouvoir l’usage agricole des excréta pour l’amélioration de la production agricole.

Le groupe axé sur les risques de contamination zoonotique de l'animal à l'homme a recommandé à l'équipe de recherche de mieux documenter certaines initiatives WaSH intégrées, notamment :

- **Le projet SELEVER 2** (dans les régions Centre-Sud, Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins), avec un accent sur la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au sein des communautés, porté par des ONG et associations telles que *Chant de Femmes*, *la Coalition Burkinabè des Droits des Femmes (CBDF)*, *le Centre d'Études et de Recherche en Technologies et Innovations pour la Santé (CERTIS)*, et *CESEO*.
- **L'initiative "Vegetables Go to School" (VGTS)** dans les régions du Plateau Central et du Centre-Ouest, visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire par l'accès à une eau de qualité, l'hygiène, l'assainissement, et la création de jardins nutritionnels. Ce projet, conduit par l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS), comprenait l'installation de dispositifs de lavage des mains, la réhabilitation de latrines et de forages, ainsi que la sensibilisation au WaSH.
- **L'approche ATPC en situation d'urgence**, intégrant la gestion des déchets animaux dans les sites de personnes déplacées internes (PDI), mise en œuvre par la Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excréta (DGAEUE).

Les participants ont relevé plusieurs **contraintes** affectant l'implémentation de l'approche WaSH dans le cadre « Une seule santé », à différents niveaux :

#### **Niveau politique :**

- Absence de documents stratégiques clairs encadrant cette approche intégrée.
- Faible appropriation par les municipalités, compromettant la pérennisation des initiatives.
- Mise en œuvre limitée des politiques et stratégies en matière de gestion des eaux usées et excréta.

#### **Niveau des acteurs de mise en œuvre (ONG/associations) :**

- Manque de synergie entre les différents acteurs.
- Faiblesse des cadres de coordination.
- Méconnaissance, par certains acteurs, des dispositifs de coordination existants.

#### **Niveau communautaire :**

- Faible implication des communautés locales.
- Manque d'appropriation à long terme des projets WaSH, en particulier concernant la gestion des excréta humains et animaux.

Face à ces constats, les participants ont formulé plusieurs recommandations :

- Mener un plaidoyer actif auprès des autorités pour l'intégration du contrôle des maladies zoonotiques dans les initiatives WaSH.
- Mettre en place un cadre de concertation multisectoriel incluant l'ensemble des acteurs impliqués dans le WaSH et la lutte contre les zoonoses, au niveau national, régional et provincial. Le Secrétariat technique One Health pourrait servir de plateforme de rencontre, appuyé par des groupes thématiques décentralisés.
- Renforcer les capacités techniques et financières des collectivités territoriales, afin qu'elles puissent assurer la maîtrise d'ouvrage locale des projets liés à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement.
- Valoriser les expériences réussies issues des projets WaSH et de contrôle des zoonoses, en les intégrant dans les processus de reddition de comptes municipaux.

Ces recommandations visent à améliorer la coordination intersectorielle, la pérennité des actions WaSH, et l'intégration effective des risques zoonotiques dans les politiques locales et nationales d'assainissement.

## **CONCLUSION**

Une revue documentaire des politiques et cadres juridiques au Burkina Faso révèle une forte attention portée à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (WaSH), en particulier à la gestion des excréta humains. Ces documents abordent des thématiques telles que le traitement des déchets, la promotion de l'hygiène, l'assainissement de l'environnement et l'éducation communautaire. Cependant, on note une absence marquée de références spécifiques à la gestion des excréta animaux dans le cadre WaSH, et ce malgré les risques zoonotiques qu'ils représentent. Bien que certains textes législatifs contiennent des dispositions générales visant à limiter les risques sanitaires liés aux activités agricoles — comme des restrictions sur l'élimination des déchets animaux ou l'élevage en milieu urbain — ces mesures sont souvent larges et à visée répressive, plutôt que préventives ou intégrées dans une stratégie cohérente.

Cette lacune souligne un déficit de cohérence stratégique. Pour y remédier, il est nécessaire d'élaborer et de diffuser des policy briefs ciblés à l'intention des décideurs, mettant en évidence les liens entre le WaSH, la prévention des maladies zoonotiques, la productivité de l'élevage et la santé publique. Par ailleurs, un renforcement des investissements dans la recherche scientifique s'impose afin de mieux comprendre les risques spécifiques et d'évaluer l'efficacité des mesures d'atténuation déjà en place dans le contexte burkinabè.

Sur le plan de la mise en œuvre, la majorité des interventions WaSH sont pilotées par des structures étatiques telles que l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA), souvent financées par des bailleurs externes et axées sur les infrastructures (réseaux d'approvisionnement en eau, systèmes de drainage, équipements d'assainissement). Ces projets incluent généralement des actions de sensibilisation à l'hygiène et à la GIRE

(gestion intégrée des ressources en eau), mais négligent quasi systématiquement la gestion des déchets animaux.

Les initiatives portées par les ONG sont plus limitées en échelle, mais commencent à intégrer la gestion des excréta animaux, à travers des campagnes de sensibilisation, la valorisation des déchets et l'amélioration de l'assainissement en milieu urbain et rural.

Au niveau communautaire, des initiatives informelles portées par des agriculteurs et éleveurs permettent la collecte et la réutilisation artisanale des déchets animaux, en particulier en zones périurbaines. Si ces pratiques favorisent le recyclage des ressources, elles présentent aussi des risques sanitaires et environnementaux importants, du fait de leur caractère non réglementé.

Cependant, des modèles prometteurs comme SELEVER, FDAL ou encore VPP, notamment ceux intégrant l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC/CLTS), commencent à combler cette lacune. En combinant sensibilisation, identification des risques et réutilisation productive des déchets, ces approches offrent des points d'entrée pertinents pour des stratégies WaSH plus intégrées et sensibles aux zoonoses à l'échelle nationale.

### **RECOMMANDATIONS :**

Pour renforcer l'impact des programmes WaSH au sein des communautés bénéficiaires, les recommandations suivantes sont formulées :

#### **Au niveau stratégique**

Le Burkina Faso s'est doté, en 2019, d'une Plateforme nationale de coordination One Health (PNCOH), institutionnellement rattachée à la Primature, qui assure la présidence du Conseil national. Il est essentiel de renforcer les efforts de communication afin d'assurer une intégration effective des initiatives WaSH dans les actions de prévention des zoonoses, en particulier en milieu rural où la cohabitation entre humains et animaux est fréquente.

Pour ce faire, il est recommandé de :

- Élaborer et diffuser des policy briefs à l'attention des décideurs, mettant en lumière les contributions du WaSH à la prévention des maladies zoonotiques, à l'amélioration de la productivité grâce à la gestion des déjections animales, à la sécurité alimentaire et à la préservation de la santé publique.
- Actualiser la stratégie nationale de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) pour y intégrer explicitement les risques zoonotiques, en s'inspirant du modèle renforcé CLTS+ mis en œuvre par GRAD-A.
- Renforcer l'implication des institutions de recherche pour approfondir la compréhension des effets des comportements, pratiques et technologies sur la réduction des risques zoonotiques, et ainsi mieux orienter les priorités d'action.

#### **Au niveau programmatique**

À l'attention des structures étatiques, partenaires techniques et ONG œuvrant à l'amélioration du WaSH et à la productivité agro-pastorale :

- Renforcer et opérationnaliser l'approche Une seule Santé, à travers une meilleure coordination entre les ministères en charge de la santé, de l'eau et de l'environnement, de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques.
- Mettre en place un cadre de concertation multisectoriel entre les acteurs de la santé publique, de l'hygiène, de l'assainissement et de la santé animale, afin d'harmoniser les interventions, renforcer les synergies et mutualiser les ressources humaines et financières.
- Diffuser les outils pertinents et organiser des formations sur l'intégration des risques zoonotiques dans les projets WaSH.
- Conduire des missions conjointes de supervision sur le terrain, pour favoriser l'échange d'expériences et la résolution collaborative des difficultés rencontrées.
- Documenter et partager les bonnes pratiques opérationnelles, notamment les expériences réussies d'intégration de la gestion des déchets humains et animaux, afin de nourrir le plaidoyer pour une approche One Health.
- Assurer la continuité et l'intensification des activités dans la durée, afin de renforcer les connaissances des communautés et encourager un véritable changement de comportement et une appropriation durable.
- Intégrer systématiquement la gestion des déjections animales dans toutes les politiques et stratégies nationales WaSH pour prévenir efficacement les risques sanitaires liés à la transmission entre espèces.
- Soutenir les communautés locales par des formations, des séances de sensibilisation et une assistance matérielle pour la construction d'infrastructures sanitaires destinées aux humains et aux animaux.

#### **À l'attention des leaders communautaires et des bénéficiaires**

- Pérenniser les comités villageois et de quartier pour garantir la durabilité des projets intégrant WaSH et la prévention des zoonoses.
- Maintenir une collaboration étroite entre les acteurs des ONG et les communautés pour assurer l'atteinte des résultats escomptés.
- Mettre en place un système local de motivation afin de valoriser les personnes ressources identifiées qui s'impliquent activement dans la mise en œuvre des interventions communautaires.

## REFERENCES

- Berendes, D.M., Yang, P.J., Lai, A., Hu, D., Brown, J., 2018. Estimation of global recoverable human and animal faecal biomass. *Nat Sustain* 1, 679–685. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0167-0>
- Budge, S., Hutchings, P., Parker, A., Tyrrel, S., Tulu, T., Gizaw, M., Garbutt, C., 2019. Do domestic animals contribute to bacterial contamination of infant transmission pathways? Formative evidence from Ethiopia. *Journal of Water and Health*. <https://doi.org/10.2166/wh.2019.224>
- Costa, F., Hagan, J.E., Calcagno, J., Kane, M., Torgerson, P., Martinez-Silveira, M.S., Stein, C., Abela-Ridder, B., Ko, A.I., 2015. Global morbidity and mortality of leptospirosis: a systematic review. *Plos negl trop dis* 9, e0003898.
- Delahoy, M.J., Wodnik, B., McAliley, L., Penakalapati, G., Swarthout, J., Freeman, M.C., Levy, K., 2018. Pathogens transmitted in animal feces in low- and middle-income countries. *International Journal of Hygiene and Environmental Health* 221, 661–676. <https://doi.org/10.1016/j.ijheh.2018.03.005>
- Ercumen, A., Pickering, A.J., Kwong, L.H., Arnold, B.F., Parvez, S.M., Alam, M., Sen, D., Islam, S., Kullmann, C., Chase, C., Ahmed, R., Unicomb, L., Luby, S.P., Colford, J.M., 2017. Animal Feces Contribute to Domestic Fecal Contamination: Evidence from *E. coli* Measured in Water, Hands, Food, Flies, and Soil in Bangladesh. *Environ. Sci. Technol.* 51, 8725–8734. <https://doi.org/10.1021/acs.est.7b01710>
- OMS, 2019. Lignes directrices relatives à l'assainissement et à la santé. Organisation mondiale de la Santé. <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/329954/9789242514704-fre.pdf?sequence=1>
- Vila-Guilera, J., Parikh, P., Chaturvedi, H., Ciric, L., Lakhanpaul, M., 2021. Towards transformative WASH: an integrated case study exploring environmental, sociocultural, economic and institutional risk factors contributing to infant enteric infections in rural tribal India. *BMC Public Health* 21, 1331. <https://doi.org/10.1186/s12889-021-11353-z>